

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

JEUDI 15 MARS 2007

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 15 MAART 2007

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 25 par M. Herman De Croo, président.

Ministre du gouvernement fédéral présente lors de l'ouverture de la séance: Mme Laurette Onkelinx

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Devoirs de mandat : Camille Dieu

Raisons de santé : Mohammed Boukourna

Raisons familiales : Pierrette Cahay-André et Marie Nagy

En mission : Paul Tant

À l'étranger : Geert Versnick

OTAN : Theo Kelchtermans

Gouvernement fédéral

Patrick Dewael, vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur : en mission à l'étranger (Madrid)

Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères : en mission

Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : La séance a débuté avec dix minutes de retard. Le gouvernement est-il de nouveau arrivé trop tard ?

Le **président** : En raison d'un malentendu, le Premier ministre ne sera là qu'à 15 heures.

Pieter De Crem (CD&V) : Hier, à l'occasion d'une visite de la télévision de Flandre orientale, le président de la Chambre a donné une interprétation pour le moins étonnante de la loi sur les baux à loyer qui sera prochainement votée au Parlement.

Le président estime-t-il opportun, dans le cadre de ce débat, de s'ériger en tant que représentant du gouvernement plutôt que d'intervenir en sa qualité de président de la Chambre ? Je ne manquerai pas de revenir sur ce point.

Le **président** : Je n'étais pas au courant. Personnellement, je n'ai rien demandé, mais si on demande ma coopération, j'ai l'habitude d'y consentir.

Questions

01 Question de M. Patrick Cocriamont à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les peines de travail dans les hôpitaux" (n° P1830)

01.01 Patrick Cocriamont (FN) : L'hôpital Brugmann va employer des condamnés à une peine d'intérêt général. Or, l'article 37 du Code pénal prévoit que ces personnes ne peuvent pas entrer en concurrence avec des travailleurs rétribués. Quelles raisons sont invoquées par l'hôpital Brugmann pour contrevenir à la loi ?

01.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Le Code pénal permet l'exécution d'une peine d'intérêt général à titre gratuit auprès de pouvoirs publics ou d'associations qui répondent à certains critères sociaux. Les condamnés ne sont évidemment pas en concurrence avec des travailleurs.

Par ailleurs, l'exécution d'une peine d'intérêt général dans un hôpital peut présenter un intérêt en termes de responsabilisation, par exemple si le condamné est un chauffard.

01.03 Patrick Cocriamont (FN) : Il me semble qu'un tel travail peut être dangereux. En outre, des chômeurs pourraient être rémunérés pour effectuer ces tâches.

L'incident est clos.

02 Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les amendes dans le cadre des mesures antipollution" (n° P1831)

02.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : À l'initiative du gouvernement flamand, une action antipollution a été organisée pour la première fois hier en Flandre. Environ 3000 automobilistes ont été verbalisés pour cause d'excès de vitesse, alors qu'ils n'ont été que partiellement informés sur la réglementation antipollution.

Cette action flamande visant à préserver l'environnement rapporte beaucoup d'argent au gouvernement fédéral. Les Wallons profiteront également de cet argent flamand. Je trouverais équitable et légitime que le gouvernement fédéral restitue l'intégralité des produits de l'action flamande à la Flandre. Il s'agirait en tout cas d'un transfert de moins. Quelle est la position du gouvernement ?

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : La question était adressée à M. Dewael, mais je suis également compétente dans ce dossier.

Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. La Chambre et le gouvernement flamand ne sont pas sans savoir que toutes les amendes pénales reviennent à l'État fédéral, y compris celles découlant de décisions prises au niveau des entités fédérées.

(*En français*) Je suis persuadée qu'hier, des Wallons et des Bruxellois francophones circulaient aussi sur les routes flamandes. (*Rumeurs sur les bancs du Vlaams Belang*)

Les amendes vont profiter au gouvernement fédéral.

02.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : La ministre reste fidèle à elle-même et à l'image de son parti. Alors qu'il s'agit en principe du moindre de ses soucis, elle se réjouit que dans leur grande naïveté, les Flamands prennent une mesure de protection de l'environnement étant donné qu'elle peut encaisser les recettes y afférentes. Par ailleurs, seulement la moitié du produit des amendes revient à la caisse fédérale et nous estimons que c'est déjà trop. Dans le cadre de bonnes relations, au nom de la solidarité et de l'équité, il aurait été opportun de restituer les fonds aux Flamands, mais c'est trop demander au PS.

L'incident est clos.

03 Question de M. François Bellot au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "le smog" (n° P1844)

03.01 François Bellot (MR) : Selon les experts de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS) en France, tous les véhicules sont conçus pour rouler entre 110 et 120 km/h, c'est pourquoi une réduction de vitesse n'aboutit pas à une diminution de la consommation. Par contre, une réduction de vitesse en ville a beaucoup d'incidence sur la pollution.

Je vous invite à consulter les recherches financées dans le cadre de l'initiative européenne COST. Je vous invite aussi à organiser une concertation entre autorités régionales pour garantir la cohérence des mesures prises. ?

La dernière étude scientifique que j'ai pu consulter n'était pas favorable à une réduction de la vitesse sur autoroute à moins de 100 km/h.

03.02 Bruno Tobback, ministre (*en français*) : Ces compétences ayant été régionalisées, il ne faut pas m'interroger à ce propos !

De nombreuses voitures actuellement sur nos autoroutes ont déjà quelques années. Des mesures telles que celles prises hier peuvent se révéler efficaces en cas de pic d'ozone, étant donné le lien entre la réduction de la vitesse à 90 km/h et la diminution d'émissions de CO₂. La situation étant compliquée aux endroits où deux Régions se touchent, je suis prêt à organiser une concertation avec les différentes Régions si nécessaire.

03.03 François Bellot (MR) : Monsieur le Ministre, je vous renvoie aux études de l'INRETS ou de TNO aux Pays-Bas, selon lesquelles la réduction de vitesse sur autoroute en dessous de 100 km/h n'a pas de conséquence sur le taux de pollution.

03.04 Bruno Tobback, ministre (*en français*) : Selon vous, 100 km/h, c'est bon, mais pas une vitesse inférieure ?

03.05 François Bellot (MR) : Les voitures sont réglées pour avoir une consommation optimale entre 100 et 120 km/h. Dans cette plage de vitesse, le pic de pollution est identique.

Avant de prendre ce genre de mesures symboliques, nous ferions mieux de nous en référer aux études européennes que nous avons financées. Je vous en donnerai les références.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Greet van Gool au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "les conséquences des adaptations au bien-être" (n° P1843)

04.01 Greet van Gool (sp.a-spirit) : Les bénéficiaires d'une pension ou d'un revenu de remplacement qui s'élève à environ 12.450 euros maximum ne doivent pas payer d'impôts. Au-delà de ce montant, ils doivent payer 538 euros minimum. Le risque existe que certains dépassent la limite de revenus après l'adaptation au bien-être annoncée et soient dès lors soumis à un impôt supérieur à l'adaptation au bien-être.

Lorsque j'ai interrogé le ministre et son collègue des Finances sur cette question, ils m'ont répondu qu'ils chercheraient une solution. Où en est ce dossier ? Quelle est la solution ?

04.02 Bruno Tobback, ministre (*en néerlandais*) : Initialement, je voulais que l'adaptation au bien-être soit maintenue en dehors du montant de la pension mais nous avons finalement procédé autrement à la demande des partenaires sociaux. Cette situation peut toutefois entraîner des conséquences fiscales. La question s'inscrit en fait dans le cadre de la réglementation fiscale au sens large relative aux revenus de remplacement, qui relève de la compétence de M. Reynders.

Le projet de loi relatif à l'adoption de l'accord interprofessionnel pour la période 2007-2008, adopté par le Conseil des ministres en mars et déposé à la Chambre, dispose que l'exonération de fait actuelle reste d'application tant que le revenu ne dépasse pas le plafond. En cas de dépassement du plafond, une règle de dégressivité est appliquée. Si le dépassement est limité, l'impôt final ne peut être supérieur au revenu au-delà du plafond. Il s'agit d'appliquer la règle de dégressivité pour les revenus à dater du 1^{er} janvier 2007, compte tenu de l'adaptation au bien-être donc.

04.03 Greet van Gool (sp.a-spirit) : Je me réjouis que le ministre respecte son engagement. Sans la solution proposée, quelque 5 % des pensionnés – 75.000 personnes – seraient touchés par cette mesure. À présent, l'adaptation au bien-être leur rapportera un avantage net supérieur.

Les adaptations au bien-être entraîneront d'autres problèmes encore, par exemple en ce qui concerne les

allocations du CPAS. Mon parti devra examiner comment ces problèmes pourront être résolus.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **Mme Karine Lalieux** au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la taxe sur les billets d'avion" (n° P1832)

- **Mme Zoé Genot** au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la taxe sur les billets d'avion" (n° P1833)

(Du haut de la tribune, des manifestants lancent des tracts dans l'hémicycle. Les perturbateurs sont expulsés)

05.01 Karine Lalieux (PS) : Depuis mars 2006, je tente de faire adopter une contribution de solidarité sur les billets d'avion. Vous vous y êtes opposé, arguant notamment qu'il fallait l'accord des vingt-sept pays de l'Union européenne, que le secteur était en difficulté, etc. Or, il y a deux jours, vous avez annoncé vous-même une taxe sur les billets d'avion sous le couvert de la fiscalité verte !

Vous êtes gonflé de détourner ainsi une idée portée par d'autres à la recherche de financements supplémentaires pour la coopération au développement, pour combler le trou du budget. C'est cynique et peu crédible ! Vous avez lutté contre cette taxe avec des arguments spécieux et, aujourd'hui, vous la trouvez pertinente pour rattraper votre échec en matière de taxes sur les emballages.

Mais pour combler votre budget, il vous faudra appliquer une taxe de 20 euros par billet d'avion ! À l'heure où les gens réservent leurs vacances, c'est un beau message que vous adressez aux citoyens.

Pourquoi avoir tant combattu ma proposition, pour la présenter aujourd'hui comme une bonne idée ? Quel sera le montant de cette taxe ? Distinguez-vous la classe économique et la classe business ? Quelle est la réaction du secteur ? Enfin, cette taxe doit-elle être volontaire ?

05.02 Zoé Genot (ECOLO) : Lorsque l'invitation est venue de Paris pour discuter de cette taxe sur les billets d'avion, il ne s'agissait pas de remplir le budget de l'État mais de financer le Fonds pour le sida et les pandémies. La Belgique, par contre, a fait la fine bouche. Vous-même avez déclaré que le gouvernement préfère une réglementation, où les passagers peuvent payer une contribution volontaire assortie de l'obligation pour les compagnies aériennes de la leur proposer. Bien entendu, vous n'avez rien fait en la matière, même s'il y avait plusieurs propositions de loi – dont la mienne – sur la table.

Vu le trou dans votre caisse, vous avez ressorti cette idée de taxe, en disant qu'il s'agit d'une taxe verte. Mais dans ce cas, elle doit être proportionnelle à la pollution des avions. Quelles sont les modalités d'application du principe du pollueur payeur dans ce cadre ? S'il s'agit d'une taxe pour le développement, est-ce qu'elle sera affectée au Fonds pour le sida et les pandémies et non versée dans les caisses de l'État ?

05.03 Didier Reynders, ministre (en français) : Je ne suis pas surpris que vous demandiez des taxes, dans quelque domaine que ce soit ! Mais j'essaie de rester prudent.

C'est Jacques Chirac qui avait lancé cette idée et ce débat sur une perception sur les billets d'avion, pour financer la coopération. En fait, la France progresse difficilement vers l'objectif de 0,7 % du PIB consacré à la coopération. Nous avons choisi une autre voie, puisque nous nous sommes engagés à atteindre ces 0,7 % pour 2010. Chaque année, le budget de l'État augmente les moyens de la Coopération. Donc, expliquer qu'un prélèvement devrait être affecté directement plutôt que de passer par le budget est erroné.

Concrètement, va-t-on prélever cette taxe ? Cela fait partie du débat, mais aucune décision n'a été prise, car je souhaite différencier les billets de classe économique de ceux de classe business et vérifier que cela ne porte pas préjudice aux aéroports.

Si un tel prélèvement doit entraîner le départ du *low cost*, je ne vois pas l'intérêt de la démarche.

En ce qui concerne l'environnement, cela fait des années qu'on débat d'une taxation du kérosène. Il ne me semble pas normal que l'on paye des taxes élevées sur l'essence ou le diesel mais que rien ne soit prélevé sur le kérosène. Là aussi, il faut le faire avec des partenaires.

J'espère donc que vous soutiendrez notre volonté d'augmenter le budget de la Coopération, quelle qu'en soit la source de financement.

05.04 Karine Lalieux (PS) : Ne renversez pas les rôles ! C'est vous qui, pour clôturer le budget, avez évoqué une taxe sur emballages et les tickets d'avion. Nous avons proposé une contribution d'un euro, montant qui n'a pas affecté les aéroports en France ! Ma proposition aurait pu rapporter 20 millions pour la lutte contre le sida. Aujourd'hui, il n'y a pas un franc de plus pour lutter contre ces maladies.

Il s'agissait d'autre chose que les 0,7 % auxquels le gouvernement s'est engagé depuis longtemps et que, j'espère, il atteindra. Aujourd'hui, vous taxez parce que vous n'avez pas travaillé correctement sur la taxation des emballages !

05.05 Zoé Genot (ECOLO) : Le gouvernement veut simplement boucler son budget. Ici, il ne s'agit pas des 0,7 % : quand la taxe sur les billets d'avions a été pensée en France, il s'agissait d'un produit additionnel.

05.06 Didier Reynders, ministre (en français) : Mais connaissez-vous l'état de la Coopération au développement en France ? Ils n'atteignent pas les 0,7 % ! Nous, nous tentons de les atteindre.

05.07 Zoé Genot (ECOLO) : Et de quelle manière ? Vous gonflez le budget de la Coopération en y incluant l'ouverture d'un centre d'accueil !

Ces dernières années, il y a eu beaucoup d'artifices pour gonfler le budget. Pour atteindre les 0,7 % en 2010, il faudra beaucoup d'efforts. Sans les remises de dettes et ces artifices, vous n'y arriveriez pas !

Vous découvrez la taxation kérosène, alors que les Verts la demandent au Parlement européen depuis des années, sans le soutien de votre groupe.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **Mme Sabien Lahaye-Battheu au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la nouvelle convention visant à éviter les doubles impositions avec la France" (n° P1834)**

- **M. Joseph Arens au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la nouvelle convention visant à éviter les doubles impositions avec la France" (n° P1835)**

06.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Plus de 30.000 travailleurs frontaliers sont actuellement occupés dans la zone frontalière franco-belge. Sur ces 30.000 travailleurs, environ mille sont des Belges travaillant en France; tous les autres étant des Français travaillant en Belgique, avec une répartition égale entre la Flandre et la Wallonie. Ils sont tous soumis à la convention préventive de la double imposition de 1964, qui prévoit qu'ils relèvent du régime fiscal du pays de résidence et du régime social du pays où ils travaillent.

A l'initiative des premiers ministres français et belge, un groupe de travail parlementaire franco-belge a été créé en 2005. Celui-ci a constaté que la convention se trouvait en porte-à-faux par rapport au principe européen selon lequel les impôts doivent être payés dans le pays de travail mais qu'il était impensable de la modifier sans se concerter avec les acteurs socio-économiques. Des modifications au statut auraient, en effet, une incidence considérable.

Hier, le ministre a fait savoir qu'un protocole d'accord avait été conclu sur une nouvelle convention préventive de la double imposition. Les travailleurs concernés se posent beaucoup de questions à ce sujet. Le ministre pourrait-il me fournir des éclaircissements par rapport à l'état d'avancement des négociations et la période de transition de 25 ans ? Que reste-t-il à faire ?

06.02 Joseph Arens (cdH) : Vous avez conclu avec la France un protocole d'accord en vue de modifier la convention fiscale préventive de la double imposition. Ce protocole concerne-t-il les travailleurs frontaliers retraités ? La Commission nationale des Finances et des Affaires sociales que vous avez créée il y a déjà quelques années va-t-elle se réunir pour examiner les différents textes ? Les travailleurs pourront sortir de la zone frontalière sans perdre leur statut de frontaliers pendant trente jours. Mais qu'en sera-t-il après 2007 et 2008 ? Les jeunes travailleurs français engagés par les entreprises belges après 2008 paieront-ils leurs impôts en France ?

06.03 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Au cours des huit dernières années, de nombreuses questions m'ont été adressées à propos d'un nouveau traité avec la France tendant à supprimer également le statut spécial du travail frontalier étant donné qu'il n'y a plus de frontières. Un nouveau traité a déjà été conclu avec les Pays-Bas, l'Allemagne et le Luxembourg. La France ne pouvait pas demeurer en reste. Les négociations avec la France ont longtemps été difficiles. C'est pourquoi nous avons retranché le traité relatif aux travailleurs frontaliers de la convention générale préventive de la double imposition. Je négocie à présent avec le septième ministre des Finances français en un peu moins de sept ans.

Quel est notre objectif ? En premier lieu, le statut de travailleur frontalier sera supprimé après une période transitoire de 25 ans. Les entreprises pourront par ailleurs engager de nouveaux travailleurs frontaliers français jusqu'en décembre 2008, car les entreprises situées dans la région frontalière sont demanderesse. Il y a provisoirement encore un manque de mobilité en Belgique.

(*En français*) Les travailleurs frontaliers pourront prêter 30 jours ouvrables en dehors de la zone frontalière. La règle vaudra pendant 25 ans, non seulement pour ceux qui sont frontaliers aujourd'hui mais aussi pour ceux qui seront encore recrutés en 2007 et 2008. Nous la rendrons également applicable rétroactivement.

Nous négocions avec la France une compensation d'environ 25 millions d'euros à partir de 2009, moment où il ne sera plus possible de recruter. J'ai obtenu 15 millions d'euros du Luxembourg.

Nous allons également intégrer les pensions dans le protocole, qui n'est pas encore signé. Nous avons un accord mais je souhaite encore rencontrer les entreprises et les partenaires sociaux. Nous réunirons la commission pour voir comment travailler sur le sujet.

06.04 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Le protocole n'a pas encore été signé. Des négociations avec les partenaires socio-économiques sont encore prévues. Les Français sont parfois considérés comme les rouages qui permettent de faire fonctionner l'économie frontalière belge. Nous ne sommes jusqu'à présent pas parvenus à attirer des chômeurs wallons en Flandre. Je voudrais demander au ministre de s'intéresser particulièrement aux entreprises en phase de démarrage, aux entreprises en expansion et à la flexibilité dans le cadre des négociations.

06.05 Joseph Arens (cdH) : En ce qui concerne les travailleurs retraités, vous allez encore en discuter ? Avez-vous des chances d'aboutir ?

06.06 Didier Reynders, ministre (*en français*) : Je crois que nous avons vraiment une chance d'aboutir sur ce point-là. L'engagement des jeunes travailleurs est réglé jusqu'en 2008 et pour les 25 ans à venir.

L'incident est clos.

07 Question de M. Benoît Drèze au premier ministre sur "le conclave budgétaire" (n° P1829)

07.01 Benoît Drèze (cdH) : M. Di Rupo a décrit la liste des priorités du parti socialiste pour le conclave budgétaire : l'augmentation nette du salaire minimum de 25 euros ; l'augmentation du bonus accordé aux

pensions ; l'augmentation des allocations familiales pour le premier enfant des indépendants ; l'augmentation de la déductibilité forfaitaire des frais professionnels ; la mise en œuvre du système OMNIO ; le remboursement des frais supportés par un patient victime d'un aléa thérapeutique. Les propositions présentées par M. Di Rupo font-elles l'objet d'un accord au sein du gouvernement ? Toutes les propositions ou une partie de celles-ci seront-elles mises en œuvre en 2007 ?

07.02 **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en français*) : Les priorités énoncées sont naturellement celles de l'ensemble du gouvernement. Elles ne sont pas nouvelles. Elles ont été adoptées dans le cadre de l'accord interprofessionnel et de la confection du budget 2007. Quant au dossier portant sur le remboursement des frais supportés par un patient victime d'un aléa thérapeutique, il sera déposé prochainement au Parlement.

L'objectif du conclave est de veiller à ce que les comptes coïncident et que les mesures adoptées soient mises en œuvre dans leur intégralité.

07.03 **Benoît Drèze** (cdH) : M. Di Rupo fait donc de la communication sur des choses déjà décidées. L'indemnisation des victimes d'aléas thérapeutiques figure dans l'accord du gouvernement. Des parlementaires ont déposé des propositions de loi et accepté de ne pas les mettre à l'agenda dans l'attente du projet du gouvernement. Pour assurer votre crédibilité, demandez à M. Demotte de nous faire part en urgence de son projet.

L'incident est clos.

08 **Question de M. Bart Tommelein à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "la législation relative à l'octroi de crédits à la consommation" (n° P1836)**

08.01 **Bart Tommelein** (VLD) : Dans son dernier rapport, l'OCDE écrit à propos de notre pays que la législation relative au crédit à la consommation est très stricte et que la question est réglementée à outrance. Dans le même temps, on constate que presque aucune publicité diffusée par les dispensateurs de crédit dans les médias ne satisfait à la loi, pourtant rigoureuse, sur le crédit à la consommation.

Comment contrôle-t-on le respect de la loi de 2003 ? Quelle suite réserve-t-on aux infractions constatées ? De quelles infractions s'agit-il ? Celles-ci concernent-elles le secteur dans son ensemble ou seulement certaines institutions ?

08.02 **Freya Van den Bossche**, ministre (*en néerlandais*) : La loi relative aux pratiques commerciales comporte une série de dispositions générales et, par ailleurs, la loi relative à la publicité en matière de crédit comporte une série de dispositions particulières et plus strictes. Ainsi, il est interdit d'inciter les consommateurs à contracter un emprunt alors qu'ils sont déjà surendettés. Il est également interdit de centraliser des crédits ou de souligner la facilité et la rapidité avec lesquelles ceux-ci peuvent être obtenus.

En plus des sanctions prévues par la loi relative aux pratiques commerciales, une action en cessation peut à présent être intentée à l'initiative du ministre et des sanctions pénales sont prévues. Un groupe de travail spécial a été constitué en 2006 parce que le problème du surendettement nous préoccupe. Les contrôles effectués l'an dernier ont révélé que seules 19,5 % des annonces publicitaires étaient conformes à la réglementation. Des procès-verbaux d'avertissement ont été dressés dans 196 cas, ainsi que 16 pro justitia, et quatre dossiers ont été transmis au parquet. La législation n'est donc pas respectée. Toutefois, j'espère une amélioration dans la mesure où les récidives sont traitées plus sévèrement.

08.03 **Bart Tommelein** (VLD) : Une évaluation professionnelle s'impose d'urgence pour l'ensemble du secteur. Je ne cacherai pas que j'ai eu du mal à supporter certaines démarches des derniers jours. Je ne conteste pas que le leader du marché est également impliqué dans ce problème, mais nous devons examiner le secteur dans son ensemble. Nous devrions probablement simplifier la loi, car elle est trop complexe ou on ne contrôle pas suffisamment son respect. Il convient de mettre en place des mécanismes de contrôle opérants.

08.04 **Freya Van den Bossche**, ministre (*en néerlandais*) : Peut-être pourrait-on avancer une troisième explication, à savoir que les dispensateurs de crédits se moquent des règles.

08.05 Bart Tommelein (VLD) : Des annonces en infraction avec la loi sont publiées quotidiennement. Cela signifie que nous devons modifier la loi ou engager des poursuites de façon plus stricte.

08.06 Freya Van den Bossche, ministre (*en néerlandais*) : Il y a bel et bien des interventions dans ces dossiers. Chaque fois qu'une contravention est constatée, les services dressent un PV et proposent soit une transaction, soit l'affaire est immédiatement renvoyée devant le tribunal.

08.07 Bart Tommelein (VLD) : Force est de constater que les prêteurs continuent à enfreindre la loi.

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- **Mme Dominique Tilmans à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "le démarchage de certaines banques vis-à-vis des enfants et des écoles"** (n° P1837)

- **Mme Véronique Ghenne à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "le démarchage de certaines banques vis-à-vis des enfants et des écoles"** (n° P1838)

09.01 Dominique Tilmans (MR) : La banque ING a effectué une démarche de marketing auprès d'écoles primaires avec son jeu « Le compte est bon ». Si l'objectif de bonne gestion de l'argent peut être perçu comme louable, on peut, par contre, se poser des questions sur la pratique consistant à promettre aux écoles une rétribution proportionnelle au nombre de comptes ouverts par des enfants.

Le service de contrôle du SPF Economie a-t-il été saisi ? Le CRIOC a été saisi mais se retranche derrière le fait que le jeu sortirait du cadre scolaire pour rester inactif.

Des parents ont-ils porté plainte ?

Que comptez-vous faire puisque, apparemment, le code de déontologie n'a pas prouvé son efficacité ?

09.02 Véronique Ghenne (PS) : Suite à la situation décrite par Mme Tilmans et dans la mesure où le code de bonne conduite n'a pas fonctionné, j'aimerais savoir si vous comptez inclure de nouvelles dispositions dans une loi ?

Avez-vous eu des concertations avec le secteur ?

Une situation similaire s'est-elle présentée en Communauté flamande ?

09.03 Freya Van den Bossche, ministre (*en français*) : Une plainte a été introduite auprès de mes services. Des enfants de moins de 12 ans sont visés et le but de la banque concernée est de vendre des comptes : il s'agit donc bien d'une démarche commerciale visée par le code de déontologie.

Mes services étudient actuellement le problème mais, selon moi, le code est d'application.

09.04 Dominique Tilmans (MR) : Le code s'étant révélé insatisfaisant, une loi spécifique pour le secteur bancaire ne serait-elle pas utile ?

09.05 Véronique Ghenne (PS) : Vous ne nous informez pas sur la situation en Communauté flamande.

Je rappelle que notre groupe avait déposé un projet de loi visant à sanctionner le secteur concerné sur base des dispositions du code.

09.06 Freya Van den Bossche, ministre (*en français*) : Si le code n'a pas été respecté, nous pouvons sanctionner par le biais de la loi sur les pratiques du commerce.

Je vais m'informer sur la situation en Flandre.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Nathalie Muylle au ministre de la Défense sur "la privatisation des hélicoptères Seaking" (n° P1839)

10.01 Nathalie Muylle (CD&V) : La société ostendaise NHV est intéressée par la reprise des activités Seaking. Le ministre a indiqué en commission que l'activité *Search and Rescue* (SAR) relevait des missions publiques et qu'aucun dossier n'avait été introduit à son niveau en vue de la reprise des Seaking. La société NHV déclare pourtant aujourd'hui dans *Het Nieuwsblad* qu'elle effectue actuellement un lobbying intense en vue d'une reprise des Seaking et estime pouvoir exercer les activités SAR pour un coût cinq fois moindre. Dans les milieux militaires également, d'aucuns estiment que le coût pour les Seaking est trop élevé.

Quelle est la position du gouvernement à propos d'une privatisation des activités SAR ? Quelles en seraient les conséquences pour la base de Coxyde ?

10.02 André Flahaut, ministre (*en néerlandais*) : J'ai en effet reçu en 2005 une lettre de la société NHV. Je continue à estimer que les activités Search and Rescue relèvent des pouvoirs publics et plus particulièrement de l'armée, et non pas du secteur privé.

10.03 Nathalie Muylle (CD&V) : Je me réjouis du fait que le ministre insiste sur ce point. Nous partageons le même avis. Je crains toutefois que d'aucuns au sein du gouvernement pensent différemment. Ainsi, le sp.a souhaiterait privatiser les Seaking. Il estime qu'une telle mesure représenterait une sérieuse économie pour le budget de la défense et serait bonne pour l'emploi à Ostende. Le sp.a ferait mieux de consentir un peu plus d'efforts pour mettre les chômeurs ostendais au travail à l'intérieur de la province, où l'on manque cruellement de main d'oeuvre.

Johan Vande Lanotte risque bien d'obtenir gain de cause, auquel cas la suite du film "Coxyde rescue" pourrait bien s'intituler "Final flight"

L'incident est clos.

11 Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Mobilité sur "l'exclusion du Vlaams Belang lors des États généraux de la sécurité routière" (n° P1841)

11.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Les États généraux de la sécurité routière ont eu lieu lundi, cinq ans après la première édition. Ces États généraux ont été préparés en grande partie au sein de la commission que je préside.

Il y a six semaines environ, j'ai reçu un courrier de l'IBSR me demandant de bloquer la date du lundi 12 mars. Alors que ni moi ni M. Mortelmans n'avions encore reçu d'invitation quelques jours à peine avant les États-généraux, j'ai commencé à avoir des soupçons. Tous les partis ont manifestement été invités au débat, même Groen! qui ne dispose d'aucun siège au sein de l'hémicycle, mais pas le Vlaams Belang. Les 20 % de Flamands qui votent pour notre parti n'ont donc pas voix au chapitre en matière de sécurité routière. Pour justifier notre absence, M. Landuyt a déclaré à la télévision qu'il n'invitait pas les fascistes ! De telles déclarations déplacées sont une fois de plus le reflet de la pauvreté intellectuelle de la gauche.

Pourquoi le Vlaams Belang a-t-il été exclu des États généraux de la sécurité routière ? Pourquoi fallait-il en plus tenir des propos injurieux envers notre parti ?

11.02 Renaat Landuyt, ministre (*en néerlandais*) : Je dois d'abord m'excuser auprès du président de la Chambre qui n'a pas été invité personnellement aux États généraux en sa qualité d'ancien ministre des Transports.

L'IBSR a organisé les États généraux en collaboration avec mes services. En ce qui concerne les invitations au débat politique, j'ai acquiescé à l'invitation des quatre familles politiques, représentées chacune par un parti de chaque côté de la frontière linguistique. Ces partis ont ensuite conclu un accord de coopération.

11.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Cette réponse est intellectuellement faiblarde et témoigne d'un manque de courage. Il me revient que l'IBSR a agi sur l'ordre formel du ministre, ce qui confère une nouvelle dimension au cordon, lequel s'applique également aux fonctionnaires. L'état civil ne délivrera-t-il bientôt plus de cartes d'identité aux membres du Vlaams Belang ?

M. Landuyt semble briguer le poste de ministre de la justice. J'espère que ce ne sera jamais le cas, car toute forme d'objectivité serait alors bannie des tribunaux. Nous serions condamnés d'avance. Il s'agit-là de pratiques dignes d'un État totalitaire telle que la RDA, qui se disait également antifasciste.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Talbia Belhouari au ministre de la Mobilité sur "les mesures anti-smog" (n° P1842)

12.01 Talbia Belhouari (PS) : Les entités fédérées ont pris des mesures lors des récents pics de pollution. Sans en critiquer la teneur, je constate que celles-ci n'étaient pas semblables dans les trois Régions. Ma question rejoint celle de M. Bellot au ministre de l'Environnement : ce manque de coordination entre les entités fédérées n'est-il pas absurde ? Par ailleurs, ne faudrait-il pas également veiller à informer le citoyen ?

12.02 Renaat Landuyt, ministre (*en français*) : Les Régions sont indépendantes en la matière et je ne peux me prononcer sur le degré d'absurdité des mesures prises ou non par mes collègues Peeters et Lutgen.

12.03 Talbia Belhouari (PS) : Cette situation est ridicule. Tout le monde se renvoie la balle. En tant que ministre de la Mobilité, vous pourriez à tout le moins envisager une action d'information au niveau fédéral.

L'incident est clos.

13 Question de M. Hendrik Bogaert au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "le paiement tardif de factures par le SPP Politique scientifique" (n° P1840)

13.01 Hendrik Bogaert (CD&V) : M. Verwilghen ne doit pas se sentir exclusivement visé par ma question relative aux factures impayées, parce que j'ai fait le même constat pour plusieurs autres départements : le gouvernement a l'habitude de payer ces factures très tardivement. Ainsi, des experts qui se rendent à des congrès à l'étranger à la demande du ministre ne voient leurs notes de frais remboursées que fort tardivement.

Comment se fait-il que des factures ne soient payées qu'en janvier 2007, alors que les notes de frais avaient été introduites, dans certains cas, un an plus tôt ?

13.02 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : Je m'étonne que vous me posiez cette question aujourd'hui. Aux mois de novembre et de décembre, j'ai en effet été submergé, dans les commissions de la Chambre comme du Sénat, par des questions relatives à des factures impayées du SPP Politique scientifique, qui traite annuellement plus de 10.000 factures. En raison du principe de l'ancre, ce service avait en effet été confronté à des problèmes. Nous avons, en premier lieu, veillé à ce que toutes les dotations affectées au fonctionnement des institutions scientifiques soient payées dans les délais. Pour éviter que les problèmes de 2006 ne se répètent, j'ai demandé au SPP de me fournir un calendrier des paiements prévus pour 2007, ainsi qu'un aperçu des délais raisonnables dans lesquels les paiements peuvent être attendus. Je m'applique dès lors à trouver une solution adéquate à ce problème.

13.03 Hendrik Bogaert (CD&V) : Je me réjouis que le ministre reconnaisse l'existence du problème et qu'il souhaite y remédier. En mars de l'an dernier, j'ai posé des questions similaires à propos de factures qui étaient reportées à une année ultérieure. Bien qu'on déclare dans la presse que tout est en règle, je constate que le problème n'est pas résolu. Il semble que les factures soient délibérément reportées à une année budgétaire ultérieure. Des arriérés de paiement de six mois et plus ternissent la réputation de notre pays, y compris au niveau international.

L'incident est clos.

14 Question de Mme Annemie Turtelboom au ministre de l'Emploi sur "la régionalisation de la politique de l'emploi" (n° P1845)

14.01 Annemie Turtelboom (VLD) : Une évaluation de la politique d'activation des demandeurs d'emploi révèle clairement un changement de mentalité. S'il est vrai que la Wallonie rattrape son retard en matière de transmission des données de demandeurs d'emploi récalcitrants, il n'en subsiste pas moins une différence notable entre les 52 % en Flandre et les 42 % en Wallonie.

Je m'étonne que le ministre explique cette situation par la moindre qualité des dossiers. On pourrait s'attendre à ce que les pouvoirs publics régionaux et fédéral aient examiné la question de façon à obtenir une qualité uniforme. Comment le ministre compte-t-il améliorer la qualité des dossiers ?

Le ministre désire également rehausser le taux d'activation par une extension du système ostendais qui consiste à envoyer des offres d'emploi par SMS aux demandeurs d'emploi. Le ministre veut également, à juste titre, améliorer la mobilité interrégionale. Comment envisage-t-il de mettre en œuvre cet objectif ? Comment va-t-il améliorer la collaboration entre le FOREM et le VDAB ?

Le ministre n'évoque aucune adaptation de la description de la notion d'emploi convenable alors que Fons Leroy, du VDAB, sollicite une telle mesure. Que pense le ministre de la description de la notion d'emploi convenable ?

Le ministre a également une autre vision de la régionalisation de la politique de l'emploi que son homologue flamand, M. Vandenbroucke.

14.02 Peter Vanvelthoven, ministre (en néerlandais) : Vous faites référence aux chiffres récents du comité chargé d'évaluer semestriellement la politique d'activation menée en Belgique et dans les différentes régions. Le nombre de transmissions effectuées vers l'ONEm est passé de 629 en 2005 à 6.270 en 2006 en Flandre, de 280 à 9.106 en Wallonie et de 791 à 1.125 à Bruxelles. Dans le cadre de l'accord de coopération conclu à la mi-2004, il avait été convenu que les transmissions seraient effectuées par la voie électronique. Nous avons demandé aux régions d'améliorer la qualité des dossiers pour permettre à l'ONEm de mieux les évaluer.

Aujourd'hui, les régions font déjà davantage que ce qui avait été convenu à l'époque. La politique d'activation est fructueuse et les services collaborent. En Flandre, 54 % des dossiers traités conduisent à des sanctions. Ce chiffre s'élève à 41,4 % en Wallonie et à 61,6 % à Bruxelles. Les transmissions doivent encore être optimisées au cours de la prochaine législature.

Le système ostendais d'activation se révèle efficace. La Flandre souhaite étendre la collaboration avec l'ONEm, qui y est également disposé.

Des possibilités se présentent dans la région bordant la frontière linguistique. La région de Courtrai connaît actuellement un taux de chômage d'à peine 3 % et éprouve énormément de difficultés à trouver des candidats pour occuper les emplois vacants. Le FOREM devrait prendre l'initiative d'orienter des chômeurs wallons vers ces postes vacants. Il en va de même pour Bruxelles. Ce système pourrait se révéler fructueux dans la région frontalière et se traduire par une situation où chacun serait gagnant.

Nous devons ouvrir la discussion concernant la notion d'emploi convenable. Nous allons bientôt devoir reconsidérer cette notion, en concertation avec les partenaires sociaux.

14.03 Annemie Turtelboom (VLD) : L'observation formulée par le ministre quant à la mobilité interrégionale est pertinente. Toutefois, on note également de grandes différences en matière de chômage au sein d'une même région linguistique, un phénomène qu'aucune raison objective ne peut expliquer.

Je me félicite de constater que le ministre a évolué dans le débat relatif à la notion d'emploi convenable.

L'incident est clos.

15 **Ordre des travaux**

Le **président** : Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 14 mars 2007, je vous propose d'inscrire à l'ordre du jour de la séance plénière de cet après-midi la nomination d'un membre suppléant de la Commission de la protection de la vie privée (n° 2990/1).

Pas d'observation ? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Projets et propositions de loi**16** **Projet de loi portant des dispositions diverses (IV) (2873/1-25)**

- Proposition de loi modifiant l'article 3, § 6, du livre III, titre VIII, chapitre II, section 2, du Code civil (257/1-2)
- Proposition de loi relative à la promotion de la commercialisation de la recherche scientifique (2273/1-2)
- Proposition de loi modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football en vue d'instaurer une obligation de se présenter (2417/1-2)
- Projet de loi portant des dispositions en matière de logement (2874/1-4)

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces projets et propositions de loi. (*Assentiment*)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Le **président** : Il y a plusieurs rapporteurs.

16.01 **Magda Raemaekers**, rapporteur : Le projet de loi portant des dispositions diverses apporte des modifications techniques à la loi sur l'apprentissage, à la loi concernant les Fonds de sécurité d'existence et à la loi sur les accidents du travail. Concernant l'apprentissage de professions de salariés, la loi précise désormais que les secteurs pourront déroger à la condition d'âge, sans l'autorisation du Conseil national du travail. Par ailleurs, les statuts des Fonds de sécurité d'existence renseigneront désormais l'adresse complète du lieu d'établissement.

À propos du plan comptable du Fonds des accidents du travail, le renvoi à la loi sur les accidents du travail doit être remplacé par un renvoi à la comptabilité à tenir conformément à l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale.

Le nouvel article 87ter doit préciser les compétences du Fonds des accidents du travail dans ce domaine et veiller à ce que celles-ci soient en concordance avec les dispositions de l'arrêté royal du 21 juin 2006. L'article 87quater permet de conclure un protocole en matière de transmission des plaintes entre le Fonds des accidents du travail et le service de médiation pour les assurances.

Lors de la discussion générale, Mme D'hondt a souligné le nombre record de projets de loi-programme et de projets portant des dispositions diverses déposés par le gouvernement au cours de la présente législature.

Les articles relatifs à l'apprentissage et les articles concernant le Fonds de sécurité d'existence n'ont fait l'objet d'aucune observation et ont été adoptés à l'unanimité.

Concernant les accidents du travail, Mme De Block a suggéré l'établissement d'un protocole entre les services de médiation du secteur des assurances et le Fonds des accidents du travail. Elle craint que les plaignants ne sachent plus à quel service s'adresser. Le ministre de l'Emploi a précisé que l'article 70 rencontre ces observations.

Les articles 67 à 70 ont été adoptés à l'unanimité, tout comme l'ensemble des dispositions renvoyées à la commission. (*Applaudissements*)

Le **président** : Je suppose que les autres rapporteurs se réfèrent tous à leur rapport écrit.

Nous ouvrons la discussion générale par le volet Énergie.

16.02 **Simonne Creyf** (CD&V) : Le projet de loi portant des dispositions diverses modifie profondément le Fonds de provisions pour le démantèlement des centrales nucléaires. Ce fonds, qui est alimenté par les consommateurs d'énergie, devra servir au démantèlement des centrales nucléaires après leur fermeture et à la dépollution des sites. Dans le scénario actuel, les centrales peuvent être fermées dès 2015. Le Fonds se monte actuellement à 4,5 milliards d'euros mais le double de ce montant sera probablement nécessaire.

Le conseil d'administration du gestionnaire des fonds, Synatom, est composé de représentants d'Electrabel – le seul actionnaire – et de deux représentants du gouvernement qui disposent d'une action privilégiée et qui sont désignés par le ministre de l'Énergie. Electrabel peut investir 75 % du fonds sous conditions dans sa propre entreprise. Ce projet de loi stipule à présent que 10 % des 25 % restant pourront être utilisés par des tiers, à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché. Il s'agit en l'occurrence de quelque 110 millions d'euros. Le projet ne précise pas de quels tiers il s'agit. En outre, le pourcentage peut encore être augmenté par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Mais le rapport 75/25 peut également être modifié par arrêté royal. Le gouvernement a annoncé antérieurement qu'il devrait s'agir d'investissements écologiques, ce qui ne figure pas non plus dans le projet, ni dans l'exposé des motifs. La Commission des provisions nucléaires pourra décider quelles personnes morales et projets pourront bénéficier d'un emprunt, mais sans le moindre contrôle du Parlement.

Le ministre-président wallon, M. Di Rupo, a déjà promis aux bourgmestres wallons un montant de 100 millions d'emprunts bon marché pour des mesures d'économie d'énergie. *Vers l'Avenir* révélait que cet argent proviendrait du fonds Synatom. Cette information nous inquiète particulièrement. Le CD&V n'est pas opposé au principe d'investir davantage de moyens provenant de ce fonds dans notre propre pays, mais nous ne disposons d'aucune garantie qu'il s'agira de projets écologiques. De plus, nous craignons qu'un trou se forme ainsi dans le passif nucléaire. Nous ne sommes pas certains, par ailleurs, que le taux de croissance de 5 % pourra être maintenu si un montant important est prêté à un taux d'intérêt de moins de 5 %. De plus, tout emprunt comporte des risques. Le ministre l'a d'ailleurs avoué en commission. L'argent sera-t-il disponible lorsqu'il sera nécessaire ? Qu'advient-il en cas de faillite d'un tiers ?

Le gouvernement n'a pas besoin de se faire des soucis concernant ces questions. Si les moyens disponibles dans le cadre du fonds nucléaire ne suffisent pas, le producteur devra en effet payer le déficit. Le consommateur risque dès lors de devoir payer deux fois le démantèlement. Prendre l'argent où il se trouve sans tenir compte de l'avenir constitue une méthode typique du gouvernement Verhofstadt.

Nous exigeons des garanties en béton concernant les prêts. L'argent ne peut être utilisé que pour des investissements dans des énergies renouvelables ou alternatives. (*Applaudissements sur les bancs du CD&V*)

16.03 **Melchior Wathelet** (cdH) : Je ne vais pas reprendre le volet théorique évoqué par Mme Creyf. Aujourd'hui, le Fonds Synatom dispose de 4,3 milliards d'euros pour financer le démantèlement des centrales nucléaires (à hauteur de 25 % du Fonds) et le traitement des déchets (pour 75%).

On a prévu un mécanisme de financement grâce au rendement assuré par l'argent prêté à Electrabel. L'entièreté sera dépensée lorsque toutes les centrales auront été démantelées et les déchets, traités.

Le gouvernement envisage de prêter une partie de l'argent du Fonds Synatom à un certain nombre d'entreprises qui, grâce à ces montants, investiront dans le renouvelable. L'idée semble intéressante. Mais des questions restent en suspens. À qui allons-nous prêter cet argent et sur base de quels critères ? Comment comptons-nous répartir les prêts à ces différentes entreprises ? Nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas récupérer cet argent.

Combien va-t-on prêter ? On nous parle d'une centaine de millions d'euros. Le gouvernement peut décider de prêter plus s'il le souhaite, et il peut désigner librement les bénéficiaires. Aucune obligation n'est non plus

prévue quant au taux de rendement exigé. Tout est délégué au Roi. Je ne peux pas accepter cela. Un rendement suffisant doit être garanti. On doit déterminer à qui on prête l'argent. On doit déterminer quelle part du fonds on peut se permettre de prêter à un certain nombre d'entreprises qui veulent investir dans le renouvelable.

16.04 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : Ce projet de loi a fait l'objet d'une large discussion en commission.

(*En français*) J'ai demandé que l'on attende de disposer du texte avant d'aborder certaines questions.

(*En néerlandais*) Ce projet ne modifie rien aux principes fondamentaux énoncés dans la loi du 11 avril 2003. Les provisions à constituer en vue du démantèlement des centrales nucléaires et la réglementation relative à la gestion des matières fissiles sont maintenues, au même titre que la pleine responsabilité du gestionnaire des provisions et que le contrôle de la suffisance et de la disponibilité des provisions.

(*En français*) Deux changements sont de mise. Premièrement, la clef de répartition de 25/75 qui règle le pourcentage des provisions peut être revue même si ce ne sera pas le cas pour l'instant.

(*En néerlandais*) Une partie des 25 % restants, notamment 2,5 %, pourrait être destinée à des prêts à un taux avantageux. L'objectif final doit néanmoins toujours être atteint. S'il ne l'est pas, les gestionnaires des centrales nucléaires ne sont pas déchargés des frais qui ne peuvent pas être répercutés sur les clients.

(*En français*) Une commission a été créée pour se pencher sur les questions relatives aux types de prêts et traiter les dossiers des sociétés qui se porteront candidates.

(*En néerlandais*) La création de cette commission ne porte en rien préjudice aux accords conclus. Tout prêt implique bien entendu certains risques mais le gouvernement demandera une garantie, à l'instar des banques.

La proposition du gouvernement est applicable tant pour la clé de répartition que pour les 2,5 %. Le fait qu'aucun contrôle ne puisse être exercé est la cible de critiques mais le gouvernement doit toujours rendre des comptes au Parlement et le contrôle est donc assurément possible. Tous les principes de la loi de 2003 sont maintenus.

16.05 Simonne Creyf (CD&V) : Des principes importants figurent en effet dans la loi de 2003. C'est la première fois que l'on puise dans le Fonds dans le cadre d'un prêt à des tiers. Les garanties prévues par la loi de 2003 ne sont dès lors pas intégralement maintenues.

Un taux d'intérêt de 5 % est nécessaire pour atteindre le montant final. Si les fonds sont prêtés à un taux inférieur, le montant final ne peut être atteint et l'argent ne sera pas disponible en cas de besoin. Ce Fonds est destiné au démantèlement des centrales nucléaires. Le gouvernement considère que le producteur devra payer la différence mais chacun sait que ce dernier répercutera ce coût sur le consommateur. Le Fonds est financé à l'aide d'un prélèvement sur l'électricité. Le consommateur risque donc à présent de devoir payer deux fois pour le passif nucléaire. Le gouvernement prend un risque important en octroyant ce prêt.

16.06 Muriel Gerkens (ECOLO) : Mon intervention porte sur les articles relatifs à Synatom et à la gestion de ses réserves destinées au démantèlement des centrales et au traitement des déchets irradiés.

Le projet de loi qui nous a été proposé ne spécifie nullement que la part d'argent investie dans des mécanismes d'économie d'énergie y sera véritablement consacrée. Les seules garanties que nous pouvons avoir quant à l'utilisation de l'argent, c'est que cette finalité soit spécifiée dans la loi.

Nous avons déposé un amendement en ce sens. Il a été refusé. Je me permettrai évidemment de le redéposer.

Les critères de sélection sur la base desquels on va retenir ces projets ou personnes morales ne sont pas

précisés dans les articles. C'est là une porte ouverte à toutes les dérives.

Un autre élément est le fait que cet argent sera prêté à un taux très bas. Or, sachant que l'argent du fonds Synatom n'est soumis à aucune fiscalité et considérant qu'il est utilisé par des agents publics qui doivent rembourser des intérêts, ces intérêts combleront-ils un manquement ou bien seront-ils simplement ajoutés à la caisse Synatom ? Je souhaiterais connaître la logique de rentabilisation du prêt consenti.

D'autres articles de loi restent inquiétants. Le comité de « suivi » deviendra une commission des provisions et trois représentants de Synatom en seront membres. Cet organe sera donc représenté par celui qui est contrôlé.

Un arrêté royal suffira pour décider de la modification du montant qui pourra ou non être investi, notamment dans le secteur du nucléaire. On renonce donc au contrôle démocratique de la gestion de ce fonds.

J'aurais également voulu vous poser une question d'actualité concernant les remarques critiques faites par le comité de « suivi » sur la manière dont Synatom avait géré ce fonds. Ledit litige n'est toujours pas résolu.

Où en est le nouveau rapport de Synatom qui doit être soumis au comité de « suivi », après avis de l'ONDRAF ?

Les dispositions prises aujourd'hui, auront-elles une influence sur la procédure en cours ? Quand connaîtrons-nous les conclusions de ce rapport ?

16.07 Marc Verwilghen, ministre (*en français*) : Les questions posées par Mme Gerkens sont les mêmes que celles des deux précédentes interventions. Ma réponse est donc la même.

Il y a néanmoins deux questions particulières. D'abord, le prêt est accordé à un taux légèrement inférieur à celui du marché. Quand l'argent est reversé avec les intérêts, l'entière revient à SYNATOM.

Ensuite, concernant les litiges actuels, ils suivent leurs cours.

16.08 Muriel Gerkens (ECOLO) : Est-il exact que, pour le moment, le même type de rapport que celui qui a été fait par le comité de « suivi » sur les placements antérieurs est en cours ?

Ce rapport sera-t-il rédigé sans être influencé par les nouvelles dispositions ?

16.09 Marc Verwilghen, ministre (*en français*) : Oui.

16.10 Melchior Wathelet (cdH) : Comme Mme Gerkens, je ne comprends pas l'utilité du changement de composition de la commission des provisions nucléaires. Est-ce pour accroître le pouvoir du gouvernement ?

16.11 Marc Verwilghen, ministre (*en français*) : Il s'agit d'un renforcement du secteur public.

Le **président** : Nous en arrivons à présent au volet concernant la législation relative aux baux à loyer.

16.12 Servais Verherstraeten (CD&V) : Nous estimons tout d'abord qu'il est regrettable que, compte tenu de l'importance sur le plan social de ce chapitre, les organisations d'intérêts n'aient pas pu être entendues au sein de la commission compétente. L'organisation qui défend les intérêts des propriétaires et des agents immobiliers aurait par contre été entendue hier par le président de la Chambre.

Le **président** : Les pétitions ne peuvent être remises en personne au Parlement. Dans la pratique, nous réglons cette question en demandant à un membre des services de la Chambre de réceptionner les pétitions. Je reçois alors par politesse une délégation, dans la mesure où une demande en ce sens est exprimée.

16.13 Servais Verherstraeten (CD&V) : Cela ne nous pose aucun problème que vous receviez des délégations en votre qualité de président de la Chambre. Il en va autrement lorsque vous les recevez en tant

que candidat sur la liste VLD pour la Chambre en Flandre orientale. Le président se montre par ailleurs très sélectif. Il n'a reçu que les propriétaires et non les locataires.

Selon le compte rendu publié dans la presse à propos de cette rencontre, le président partage les préoccupations des propriétaires et des agents immobiliers, ce qui ne l'empêchera pas tout à l'heure de voter contre leurs intérêts.

16.14 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Moi, j'ai rencontré les propriétaires et les locataires, ils ont été entendus.

16.15 Servais Verherstraeten (CD&V) : Pourquoi ces témoignages n'ont-ils pu avoir lieu en commission dans un esprit d'ouverture ? Ils n'auraient pas manqué d'enrichir le débat.

16.16 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je suppose que vous aussi avez rencontré tant les locataires que les propriétaires.

16.17 Servais Verherstraeten (CD&V) : J'ai dû le faire à titre individuel.

Nous lisons dans l'accord de gouvernement que ce dernier désire évaluer la loi sur les baux à loyer afin de trouver un équilibre entre les droits et les devoirs des locataires et des bailleurs. Où en est cette évaluation ? A-t-on réalisé une étude ? Quels en sont les résultats ? Il n'en est rien : on a commencé à tripatouiller à l'improviste la loi sur les baux à loyer.

Nous craignons que ces modifications aient des conséquences asociales et qu'elles entraînent une ingérence trop marquée de l'État ainsi qu'une bureaucratie trop importante.

En Flandre, 75 % de la population est propriétaire, contre 40 % de locataires en Wallonie. À Bruxelles, ce taux atteint même plus de la moitié. Par ailleurs, nous constatons que de plus en plus de logements sont loués par de grandes sociétés d'investissement souvent étrangères. En Flandre, la plupart des bailleurs sont encore des particuliers qui ont acquis un deuxième logement après avoir épargné ou hérité, une situation qui implique un marché de la location totalement différent. Il n'est pas judicieux de vouloir appliquer une formule unique, a fortiori bruxelloise, à un marché aussi disparate.

L'affichage obligatoire nous pose problème. La ministre veut prévenir les discriminations, à juste titre, mais les amendes administratives seront un coup d'épée dans l'eau. Notre président a d'ailleurs déjà fait savoir qu'elles ne seront pas appliquées à Brakel.

Le **président** : Je serai toujours le premier à appliquer la loi. J'ai seulement dit que j'ai de l'expérience en la matière.

16.18 Servais Verherstraeten (CD&V) : D'après ce qui nous a été rapporté, le président aurait dit « qu'il n'en sera rien à Brakel ».

Le **président** : C'est un malentendu. J'ai dit que les communes auront besoin d'un peu de temps pour tout mettre en œuvre.

16.19 Pieter De Crem (CD&V) : Je propose de renvoyer le projet en commission et d'entendre le président comme expert.

Le **président** : Si j'ai de l'expérience en la matière, c'est parce que j'ai le malheur de donner l'un ou l'autre immeuble en location.

16.20 Pieter De Crem (CD&V) : Tiens, le président s'exprime donc au nom des bailleurs ?

16.21 Servais Verherstraeten (CD&V) : Revenons-en à l'affichage : le bail existe-t-il dès que le prix affiché est accepté ? La ministre répond par la négative : d'autres dispositions contractuelles peuvent être l'objet de négociations. Nous craignons que les bailleurs de mauvaise foi puissent toujours contourner cet article par

ce biais.

La commission de la protection de la vie privée n'a pas été consultée. Je crains toutefois qu'il y ait violation de la vie privée.

Nous sommes également partisans d'une plus grande transparence, mais pas de cette manière. Nous préconisons une régionalisation de la loi sur les loyers et l'enregistrement des baux. Une banque de données informatisée de l'ensemble des contrats enregistrés permet de suivre pied à pied l'évolution des loyers et d'intervenir si nécessaire.

Nous ne comprenons pas non plus l'obligation faite aux locataires défavorisés de verser trois mois de garantie, contre deux seulement pour les plus nantis. Aujourd'hui donc, les socialistes favorisent les riches ! (*Applaudissements sur les bancs du CD&V*) Nous craignons que cette situation ne finisse par stigmatiser les locataires qui ne sont pas en mesure de payer deux mois de garantie locative en une seule fois. Et nous craignons aussi que certains juges de paix prononcent désormais plus rapidement la rupture du contrat de bail, après deux mois au lieu de trois, par analogie avec la garantie locative.

Les organisations représentatives des propriétaires et des locataires nous mettent en garde contre une hausse des prix consécutive à la modification de la loi. Si les deux parties partagent cette analyse, pourquoi persister dans cette voie ? Le pas-de-porte deviendra également monnaie courante sur le marché du logement privé, avec toutes les conséquences asociales qu'implique pareille situation. Nous préconisons dès lors une politique axée sur des groupes cibles, avec la constitution d'un fonds de garantie locative limité, éventuellement en collaboration avec les banques, qui verse immédiatement l'intégralité de la garantie locative.

Un Fonds de garantie locative limité, dûment organisé en fonction de certains groupes cibles, serait beaucoup plus efficace.

Je ne comprends pas pourquoi l'état des lieux est rendu obligatoire alors que la réglementation actuelle est précisément favorable au locataire. L'état des lieux obligatoire ne lui sera pas. Les états des lieux seront de plus en plus souvent rédigés par des tiers, une prestation que le locataire devra payer pour moitié au moins.

Il y a de nombreuses annexes obligatoires pour les nouveaux baux à loyer mais aucune sanction n'est prévue. Les banques sont obligées d'accorder un prêt de garantie locative, mais il n'y a pas de sanction si elles ne s'exécutent pas. Dans l'intervalle, les banques réfléchissent aux arguments qu'elles pourraient avancer pour ne pas devoir accorder de tels prêts.

Le marché risque de s'étioler. Les propriétaires et les locataires ont également déjà fait part de leurs observations à propos de cette loi. L'association des locataires se demande pourquoi on se contente de régler certains détails au lieu de s'attaquer aux véritables problèmes.

Il faut bien prêter l'oreille à la société civile à l'approche des élections. Pourquoi n'a-t-on pas élaboré une réglementation équilibrée en concertation avec les locataires et les propriétaires ?

Nous sommes confrontés ici à un bel exemple de législation asociale qui ne sera appliquée ni à Brakel ni ailleurs. (*Applaudissements sur les bancs du CD&V*)

16.22 Melchior Wathelet (cdH) : Le retrait du paragraphe 2 de l'article 1716, qui engendrait des difficultés administratives et de contrôle, est une bonne chose.

Les nouvelles mesures telles que l'obligation de recourir au contrat écrit, l'obligation d'enregistrement des baux, voire de l'état des lieux, vont dans le bon sens. Désormais, il revient au propriétaire de dresser l'état des lieux d'entrée s'il veut pouvoir l'invoquer. Les obligations concernant les annexes, à joindre au contrat de bail lors de l'enregistrement, sont également positives, de même que l'obligation de transparence des prix.

Malheureusement, les sanctions dont sont assorties ces obligations sont trop souvent inopérantes.

Nous regrettons que l'on n'ait pas tenu compte de notre proposition relative à la garantie locative. La nouvelle mesure renforcera encore, selon nous, la discrimination par le propriétaire au moment de la conclusion du bail. Le locataire incapable de payer directement la caution équivalente à deux mois et obligé de recourir au mécanisme des trois mois sera perçu comme insuffisamment solvable pour payer le loyer et les charges.

Aujourd'hui, le locataire qui en a les moyens peut ne payer que deux mois, s'il a les moyens de les payer en une fois, ce qui est original !

En cas de rupture du contrat de bail, si trois mois s'avéraient insuffisants pour couvrir le propriétaire vis-à-vis des obligations non remplies par le locataire, deux mois le seront encore plus.

Nous proposons une même obligation, pour tous, de payer trois mois sur un compte bloqué, assurant une rentabilité suffisante pour le monde bancaire. Cela aurait évité la discrimination par le propriétaire au moment de la conclusion du bail, n'aurait pas favorisé les personnes qui peuvent payer tout de suite, et aurait mieux garanti la solidarité, tout en offrant une meilleure assurance au propriétaire d'être payé. Cette idée d'un fonds de garantie locative aurait permis de mieux équilibrer la défense des intérêts des locataires et des propriétaires.

16.23 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Le Vlaams Belang dénonce cette modification hypocrite de la loi sur les baux à loyer. Les droits du locataire sont prétendument renforcés mais, en réalité, cette loi produira l'effet inverse.

En outre, cette loi n'a pas été élaborée de manière démocratique. Il est scandaleux qu'une loi d'une telle importance soit modifiée par le biais d'une loi portant des dispositions diverses, sans avoir organisé préalablement un débat de fond ou à tout le moins des auditions avec les associations de locataires et de propriétaires. Il est incompréhensible que seul le CD&V ait soutenu notre demande d'organiser des auditions.

Si l'on souhaite que cette loi ait le soutien de la population, il faut d'abord écouter les réactions des personnes concernées. Tant les locataires que les propriétaires critiquent cette législation, ce qui la rendra très difficilement acceptable.

La ministre de la Justice voulait absolument, pour des raisons idéologiques, que le prix du loyer soit affiché. Il fallait en tout état de cause que cette loi soit encore votée au cours de la présente législature. Elle voulait également dans le même temps collectiviser l'ensemble du marché locatif par un article qu'elle avait incorporé dans le projet de loi après l'avis du Conseil d'État. Elle ne s'était même pas donné la peine de se concerter avec les autorités locales à ce sujet, bien que celles-ci allaient jouer un rôle crucial dans la gestion des différentes banques de données de location au niveau communal. Le Conseil d'État a toutefois empêché cet oukase socialiste.

La communication obligatoire du montant du loyer produira un effet contraire à celui escompté. Les propriétaires qui souhaitent conserver leur liberté de choix afficheront des montants beaucoup plus élevés que les montants qu'ils veulent obtenir, de manière à dissuader les candidats locataires qu'ils souhaitent évincer. Ensuite, on pourra discuter pour arriver à un prix plus raisonnable. La communication obligatoire donnera ainsi l'impression que les loyers explosent partout, ce qui favorisera l'inflation. Il n'est pas certain, en outre, que les prix seront négociés à la baisse car si les candidats sont nombreux, le loueur maintiendra sans doute le prix élevé.

La loi, qui tend à protéger les intérêts d'un petit groupe de locataires, aura des conséquences asociales pour tous les locataires et risque d'être totalement contre-productive. A long terme, les nouvelles obligations pourraient dissuader les propriétaires d'encore proposer leur bien. Selon l'association des locataires de

Turnhout, on observe *de facto* une réduction du marché locatif à chaque nouvelle obligation. La ministre ne se soucie guère de savoir si tout ceci joue en faveur du locataire car elle cherche uniquement à marquer la loi sur les loyers de son sceau idéologique.

Le règlement relatif à la garantie locative est une mesure très asociale pour les petits locataires puisque les locataires aux possibilités financières modestes devront avancer trois mois de loyer à titre de garantie. Pour les autres, ceux qui ont davantage de moyens, cette garantie ne sera que de deux mois.

On veut donner à penser que la ministre s'occupe du dossier mais elle ne fait pas dans une optique sociale. Il est grand temps que nous ayons un véritable ministre de la Justice, qui se préoccupe vraiment du sort des petites gens et du locataire modeste.

Dans son avis, le Conseil d'État estime que la qualité du texte néerlandais est exécrable du point de vue de l'emploi de la langue. Malgré cette critique, le texte n'a guère été modifié.

Nous sommes en présence d'un texte rédigé à la hâte qui fournit la preuve que la question des loyers ne devrait plus être réglée au niveau fédéral. La Flandre et la Wallonie divergent fondamentalement de vue sur ce point. On a notamment pu s'en apercevoir lors du débat sur le blocage des loyers. Il est grand temps que la Flandre et la Wallonie accèdent également à l'autonomie en cette matière. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang*)

16.24 Karine Lalieux (PS) : En la matière, il y avait des positions antagonistes au sein même de la majorité. Nous nous réjouissons que cela n'ait pas amené la ministre à renoncer.

Le droit au logement a été consacré il y a plus de dix ans dans notre Constitution. Or, dans certaines grandes villes, et surtout à Bruxelles, il devient impossible de se loger, car c'est trop cher ! Le prix du loyer augmente dans des proportions plus importantes que le pouvoir d'achat des ménages. Des mesures fortes s'imposaient.

Ainsi, l'obligation d'indiquer le prix du loyer et des charges permettra une meilleure compréhension du marché par les candidats locataires et une comparaison adéquate du prix des biens, et évitera toute discrimination.

Dans le même sens, il fallait mieux encadrer les rapports entre les parties en définissant précisément les droits et obligations de chacune, en précisant par exemple l'état des lieux contradictoire, et en annexant ces dispositions au contrat de bail.

Entre des locataires qui ont le sentiment d'être pressurés sans pouvoir négocier les conditions d'accès et de maintien dans les lieux, et des bailleurs qui redoutent les impayés ou la dégradation de leur bien, il faut trouver un équilibre et établir une véritable sécurité.

Une autre mesure concerne l'enregistrement obligatoire du bail par le propriétaire, ce qui permettra d'avoir une plus grande connaissance de l'état du parc locatif et de réorienter les politiques, si nécessaire.

Le problème du régime de la garantie locative a fait couler beaucoup d'encre. Il y a deux possibilités : deux mois si un compte individualisé est ouvert, ou trois mois en permettant au locataire de verser par mensualités. C'est un pas dans la bonne direction si tous les acteurs jouent le jeu.

Je rappelle aussi, les expériences d'encadrement des loyers qui – j'espère – pourront, demain, être étendues à d'autres villes et communes.

Nous avons une obligation de résultat dans la lutte contre les exclusions et l'accès au logement pour tous. L'égalité des chances doit devenir un lieu commun. Ces mesures sont un premier pas important, mais elles devront être complétées.

16.25 Marie-Christine Marghem (MR) : Le droit à un logement décent est consacré par notre Constitution et est le prolongement du droit à la sécurité d'existence que nous devons garantir à chacun.

On dit souvent que le Belge a une brique dans le ventre. Devenir propriétaire est, pour lui, essentiel. Le MR a toujours soutenu et encouragé ce souhait d'être propriétaire. Sous l'impulsion de notre président et vice-premier ministre des Finances, des incitants fiscaux ont été adoptés pour favoriser l'acquisition d'un logement.

Mais l'accès au logement, c'est aussi respecter le choix de ceux qui recourent au marché locatif privé. Différentes mesures ont donc été proposées à cet égard, dont le registre des locations par commune.

Je me félicite du retrait de cette mesure improductive, sous l'impulsion du MR et du VLD.

16.26 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Ce retrait se base sur un avis du Conseil d'État ! La mesure avait été acceptée par l'ensemble du gouvernement, dont votre groupe politique.

16.27 Marie-Christine Marghem (MR) : Le MR et le VLD font partie du gouvernement et nous estimons que c'est sous notre impulsion que cette mesure a été retirée !

Celle-ci était inopportune et contre-productive. Votre objectif était de protéger le candidat locataire en lui permettant de réfléchir aux caractéristiques du loyer et aux conditions pécuniaires. Pour ce faire, des banques de données reprenant les immeubles de logement auraient été mises à disposition du public. La situation aurait donc varié en fonction des communes et des ressources de celles-ci pour mettre en place un tel système d'information.

Ce projet présentait donc une insécurité juridique. À cela s'ajoutait le risque que les propriétaires désertent les communes appliquant ce système et qu'il y ait une diminution de l'offre ainsi qu'une pénurie de logements « moyens » qui font déjà souvent défaut.

En outre, cette formalité alourdissait la charge du bailleur. Enfin, la sanction proposée était disproportionnée. L'affichage du montant du loyer et/ou des charges se veut un outil de lutte contre la discrimination et de bonne information du consommateur. Les communes seraient chargées du constat, de la poursuite et de la sanction des supposées infractions en la matière. Cette mesure dépendra donc des ressources locales et ne sera pas uniforme sur l'ensemble du territoire. L'efficacité de cette méthode me semble assez aléatoire, les parties étant toujours libres de négocier la hauteur du loyer. Elle n'empêchera en rien les discriminations que l'on prétend éliminer. Cela constitue un premier pas vers l'établissement d'un cadastre du marché locatif pouvant mener à terme à un contrôle, voire un blocage des loyers ou à la taxation pleine des revenus locatifs.

Je suis heureuse de constater qu'en ce qui concerne l'obligation de recourir à un bail écrit, nos observations sur l'absence de règles de transition entre le droit en vigueur et le droit nouveau aient été entendues.

Enfin, l'annexion obligatoire de certaines informations relatives au contrat de bail peut être intéressante pour les locataires même si elles alourdissent la lecture du bail.

La règle relative aux travaux autres que locatifs à charge du bailleur ne sera pas toujours favorable au locataire car cela pourrait mettre en péril la pratique des baux de rénovation. Cette disposition aura un effet

contre-productif en diminuant l'offre de logement et accentuant par contre la hausse des loyers.

La réduction de la garantie locative à deux mois de loyer, lorsqu'elle est versée en une seule fois, représente sans doute la mesure la plus lourde pour les propriétaires.

La caution actuelle de trois mois est insuffisante, sachant que les procédures de résiliation des baux prennent plusieurs mois sans compter l'obligation de réparer les éventuels dégâts locatifs. La situation sera d'autant plus problématique avec une caution de deux mois de loyer. Le choix de l'option dépendra de façon unilatérale du locataire, le propriétaire n'ayant aucun choix.

On peut penser que des recours seront introduits à la Cour d'arbitrage.

Le résultat auquel on arrive me semble contre-productif pour le locataire. Certains voulaient aller plus loin et imposer un blocage des loyers. La réduction du montant de la caution est donc le compromis auquel nous avons abouti. C'est un compromis temporaire, je n'en doute pas. C'est un compromis et nous soutiendrons ce texte.

Il est évident que toutes les mesures imprégnées d'une connotation et d'un *a priori* négatifs et caricaturaux à l'égard des propriétaires me semblent vouées à l'échec parce qu'elles rompent un équilibre et ne bénéficient finalement à personne.

16.28 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Les dispositions prises aujourd'hui font partie du plan logement pour lequel 70 millions ont été investis. Le taux de TVA a été abaissé, les procédures de réquisition des immeubles abandonnés ont été revues, de nouvelles mesures d'équilibre entre droits des propriétaires et des locataires ont été prises. Il fallait investir dans ce secteur vu la part de budget de plus en plus importante consacrée au logement.

16.29 Servais Verherstraeten (CD&V) : Chacun est d'accord pour reconnaître l'existence de problèmes sur le marché du logement à Bruxelles. Les dispositions contenues dans le chapitre à l'examen n'y remédieront toutefois pas. À quoi bon, dans ce cas, toutes ces modifications ?

Selon le président, sans le VLD, la situation aurait été pire encore. Toutefois, après avoir entendu Mme Marghem, je me demande si le pire n'est pas déjà atteint.

16.30 Katrien Schryvers (CD&V) : Le projet à l'examen tend à régler la nomination d'anciens mandataires auprès de la police fédérale. Nous formulons des objections de principe quant à la méthode de travail suivie en l'occurrence.

En 2001, le ministre de l'époque, M. Duquesne, avait pourvu des mandats auprès de la police fédérale dans le cadre de la réforme des polices et de la réforme de la fonction publique. Plusieurs recours contre ces nominations avaient ensuite été introduits auprès du Conseil d'État, qui a annulé lesdites nominations des années plus tard. Plutôt que d'anticiper les annulations, le gouvernement a préféré adopter une position attentiste. Dans ce contexte, la quasi-totalité des dirigeants de la police fédérale ont été nommés en qualité de titulaires « faisant fonction ».

Le présent projet de loi tend à la nomination nominative des intéressés avec effet rétroactif à partir de 2001. Le CD&V ne peut en aucun cas marquer son accord sur cette manière de procéder. L'article 247 de la loi sur la police intégrée dispose que ces nominations constituent une prérogative royale. Après la « loi mammoth » également – loi qui règle le statut des services de police –, des recours en annulation avaient été introduits auprès du Conseil d'État. Le gouvernement avait alors procédé de même en ratifiant par une loi l'arrêté royal de nomination contesté. Ce procédé permet de court-circuiter la procédure judiciaire, les parties lésées n'ayant plus pour seul recours que de se tourner vers la Cour d'arbitrage. Cette dernière action est toutefois plus complexe et plus coûteuse. On répare ainsi à la dérobée l'erreur que l'on avait initialement commise.

Le gouvernement ne respecte ni l'État de droit, ni les arrêts du Conseil d'État. Il argumente que les intéressés ne doivent en tout état de cause pas supporter les conséquences d'une erreur commise il y a plusieurs années. Qu'il veuille alors à ce que l'arriéré du Conseil d'État soit résorbé et à ce que les procédures de

sélection se déroulent correctement. Le gouvernement peut s'estimer heureux que l'annulation n'ait pas été prononcée sur la base de la contestation par un individu.

Dans ce projet, la désignation du commissaire général est réglée par une loi avec effet rétroactif pour la période de 2001 à 2006. Le prolongement du mandat a été demandé dans les délais à la fin de cette période. Aurons-nous dès lors, juridiquement, deux commissaires généraux à l'issue de la publication de cette loi ? La désignation porte rétroactivement sur une période de cinq ans, mais ces cinq années sont déjà derrière nous. Plusieurs mandataires ont entre-temps déjà obtenu un prolongement. Ce dernier est-il valable si leur désignation initiale a fait l'objet d'une annulation ? La désignation devra-t-elle bientôt être à nouveau rétroactivement prolongée ? Cette éventuelle prolongation sera-t-elle obtenue par le biais d'une loi ou d'un arrêté royal ? Les mandataires concernés ont-ils fait l'objet d'une évaluation ? Ont-ils vu leur mandat prolongé sur cette base ?

Nous sommes dès lors confrontés à un véritable imbroglio juridique. J'espère que tout sera mis en œuvre, à l'avenir, pour que les procédures se déroulent correctement, en premier lieu concernant le mandat du commissaire général, auquel les ministres de l'Intérieur et de la Justice viennent tout récemment de pourvoir.

16.31 Alain Courtois (MR) : Concernant la loi dite « football » je me réjouis du fait que le ministre ait repris l'une de nos propositions, conçue d'ailleurs avec M. Anthuenis, portant sur les supporters "récalcitrants" auxquels il est demandé de se présenter dans les commissariats de police le jour des matches. Le hooliganisme reste, chez nous, un phénomène limité à 100 ou 200 extrémistes et le petit nombre ne doit pas déterminer une politique pour la majorité.

Cette proposition est dans la ligne d'une politique menée depuis des années par les clubs, il fallait que les autorités publiques apportent une réponse adéquate.

Je voudrais souligner que les clubs ont investi des millions pour se conformer aux législations nationale et européenne. Les pouvoirs publics devaient aussi faire un effort. Après les mesures prises par le ministère de l'Intérieur et cette nouvelle disposition relative à la présentation des hooligans dans les commissariats de police, il faut encore un dispositif judiciaire adéquat.

Je conclurai en disant qu'il était important de prendre des mesures adéquates pour que la majorité des supporters puissent assister calmement aux matches.

16.32 Trees Pieters (CD&V) : La loi portant des dispositions diverses instaure des délais de prescription particuliers pour les délits environnementaux. J'approuve le principe du « pollueur-payeur » mais cette nouvelle mesure permettra aux autorités de contraindre des personnes et des entreprises, jusqu'à trente ans après le délit, à réparer financièrement la pollution occasionnée alors qu'un délai de prescription normal s'élève à dix ans. Ce nouveau délai s'applique également aux dossiers en cours et prendra effet au moment où les dommages sont occasionnés. Il s'agit des dommages affectant le sol, l'eau, l'air, les espèces protégées et l'habitat naturel des animaux mais également des risques accrus pour la santé humaine. Il convient également de faire observer que la loi s'applique aussi aux dommages causés par un incendie ou une explosion.

Les coûts peuvent atteindre des proportions énormes. En outre, chaque entrepreneur n'a pas occasionné des dommages délibérément et les effets négatifs des procédés et des produits sont souvent inconnus. Au niveau régional, la notion de « pollution historique » constitue dès lors une solution raisonnable. La charge imposée pendant trente ans à l'entrepreneur ne constitue pas un signal encourageant pour le monde des entreprises.

La ministre Onkelinx est une fois de plus parvenue à rendre l'entrepreneuriat plus risqué et moins attrayant. Le premier ministre, M. Verhofstadt, ose-t-il encore affirmer ici être favorable aux entrepreneurs ? Nous en avons pourtant grandement besoin pour faire tourner l'économie et créer de l'emploi.

16.33 Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : La régularisation tend à rectifier des erreurs du passé. Il s'agit de mandats de cinq ans, période au terme de laquelle ces mandats seront ouverts comme cela s'est déjà produit pour le commissaire général de la police fédérale. Là aussi, la procédure normale a été appliquée. Il a également été procédé à une évaluation dans ce cas concret, comme pour toute nomination.

(*En français*) M. Courtois a présenté sa proposition de loi et émis des suggestions positives, mais c'est une matière qu'il faudrait aborder avec M. Dewael lui-même.

16.34 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : Des délais de prescription spéciaux ont toujours été appliqués en cette matière particulière. Il me semble donc que les délais contenus dans la proposition de la ministre peuvent être considérés comme des délais normaux.

16.35 Trees Pieters (CD&V) : Le délai a toutefois été rallongé de vingt par rapport au passé.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2873. Le texte adopté par les commissions sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2873/25)

Le projet de loi compte 234 articles.

Amendements déposés:

Art. 101bis

- 12 Servais Verherstraeten (2873/26)

Art. 147

- 13 Muriel Gerken (2873/26)

Art. 154

- 15 Muriel Gerken (2873/26)
- 14 Muriel Gerken (2873/26)

Les autres articles sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Nous passons à la discussion des articles du projet de loi n° 2874. Le texte adopté par les commissions sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2874/3)

L'intitulé a été modifié par la commission en "projet de loi portant des dispositions en matière des baux à loyer".

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les corrections de texte suivantes sont proposées:

- Dans le nouvel intitulé, les mots "en matière des baux à loyer" sont remplacés par "en matière de baux à loyer".

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

La séance est levée à 18 h 17. Prochaine séance ce jeudi 15 mars 2007 à 18 h 35.

De vergadering wordt geopend om 14.25 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering: mevrouw Laurette Onkelinx

Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Camille Dieu

Gezondheidsredenen: Mohammed Boukourna

Familieaangelegenheden: Pierrette Cahay-André en Marie Nagy

Met zending: Paul Tant

Buitenslands: Geert Versnick

NAVO: Theo Kelchtermans

Federale regering

Patrick Dewael, vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken: met zending buitenslands (Madrid)

Karel De Gucht, minister van Buitenlandse Zaken: met zending

Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): De vergadering is tien minuten te laat begonnen. Was de regering weer te laat?

De **voorzitter**: Door een misverstand zal de premier er pas zijn om 15 uur.

Pieter De Crem (CD&V): Gisteren was de Oost-Vlaamse televisie op bezoek. De voorzitter gaf er een uiterst eigenaardige interpretatie van de huurwet die men zal goedkeuren in het Parlement.

Vindt de voorzitter het van zichzelf goed dat hij in een debat niet als Kamervoorzitter, maar als verdediger van de regering optreedt? Ik zal hierop terugkomen.

De **voorzitter**: Ik wist nergens van. Ik heb niets gevraagd, maar als men mij vraagt zeg ik gewoonlijk ja.

Vragen

01 Vraag van de heer Patrick Cocriamont aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "werkstraffen in ziekenhuizen" (nr. P1830)

01.01 Patrick Cocriamont (FN): Men is voornemens om veroordeelden gemeenschapsstraffen te laten uitvoeren in het Brugmannziekenhuis. Artikel 37 van het Strafwetboek bepaalt evenwel dat die personen niet in concurrentie mogen treden met bezoldigde werknemers. Welke redenen voert het Brugmannziekenhuis aan om de wet te overtreden?

01.02 Minister **Laurette Onkelinx** (Frans): Krachtens het Strafwetboek kan een veroordeelde kosteloos gemeenschapsstraffen uitvoeren bij de overheid of bij verenigingen die aan bepaalde sociale criteria voldoen. Het spreekt voor zich dat ze daarbij niet in concurrentie treden met de werknemers.

Bovendien kan de uitvoering van een gemeenschapsstraf in een ziekenhuis belangrijk zijn voor de responsabilisering van de betrokkene, bijvoorbeeld in het geval van een wegpiraat.

01.03 Patrick Cocriamont (FN): Dergelijk werk houdt risico's in. Voor die taken zouden bovendien werklozen tegen betaling kunnen worden ingezet.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de boetes in verband met 'smog'-overtredingen" (nr. P1831)

02.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Gisteren werd op initiatief van de Vlaamse regering voor het eerst een antismogactie georganiseerd in Vlaanderen. Ongeveer 3000 automobilisten werden beboet omdat ze snelheidsovertredingen begingen, hoewel ze slechts gebrekkig werden geïnformeerd over de smogreglementering.

Deze Vlaamse actie ter vrijwaring van het leefmilieu brengt heel wat geld in het laatje van de federale regering. De Walen zullen meegenieten van dit Vlaamse geld. Ik zou het billijk en rechtvaardig vinden dat de federale regering het geld dat de Vlaamse actie opbrengt, volledig aan Vlaanderen zou geven. Dat zou alvast één transfer minder zijn. Wat is het standpunt van de regering?

02.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De vraag was gesteld aan minister Dewael, maar ook ik ben bevoegd in dit dossier.

Er is niets nieuws onder de zon. De Kamer en de Vlaamse regering weten best dat alle penale boetes de federale Staat toekomen, ook wanneer ze voortvloeien uit beslissingen van deelstaten.

(Frans) Ik weet zeker dat er gisteren ook Walen en Franstalige Brusselaars op de Vlaamse wegen reden.
(Rumoer op de banken van Vlaams Belang)

De boetes komen de federale regering ten goede.

02.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): De minister blijft trouw aan zichzelf en aan het imago van haar partij. Ze juicht toe dat de Vlamingen in al hun naïviteit een milieubeschermdende maatregel nemen, wat normaal het minste van haar zorgen is, omdat ze dan de centen kan binnenrijven. Overigens gaat slechts de helft van de boeteopbrengsten naar de federale kas, wat volgens ons al te veel is. In het kader van goede betrekkingen, solidariteit en eerlijkheid was het gepast geweest het geld aan de Vlamingen terug te geven, maar dat is te veel gevraagd van de PS.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer François Bellot aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de smog" (nr. P1844)

03.01 François Bellot (MR): Volgens de experts van het Franse "Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité" zijn alle voertuigen ontworpen om tussen 110 en 120 km/u te rijden. Daarom leidt een snelheidsbeperking niet tot een lager verbruik. Daarentegen heeft een snelheidsbeperking in de stad een grote impact op de vervuiling.

Ik vraag u met aandrang om de studies te raadplegen die in het kader van het Europees initiatief COST (*European Cooperation in the Field of Science and Technical Research*) gefinancierd worden. Ik dring er tevens bij u op aan om met de gewestelijke overheden een overlegronde te organiseren teneinde de maatregelen op elkaar af te stemmen.

In de laatste wetenschappelijke studie die ik heb ingekeken, werd niet echt gepleit voor een snelheidsverlaging tot minder dan 100 km/u op de snelwegen.

03.02 Minister Bruno Tobback (Frans): Aangezien die bevoegdheden geregionaliseerd werden, moet u mij daar niet over ondervragen!

Tal van voertuigen die thans op onze autowegen rijden zijn al enkele jaren oud. Maatregelen zoals die welke gisteren werden genomen, kunnen doeltreffend blijken wanneer er sprake is van ozonpieken, gelet op de link tussen een vermindering van de snelheid tot 90 km/u en de lagere CO₂-uitstoot. Aangezien de situatie ingewikkeld ligt op plaatsen waar twee Gewesten aan elkaar grenzen, ben ik bereid indien nodig overleg met

de onderscheiden Gewesten tot stand te brengen.

03.03 François Bellot (MR): Mijnheer de minister, ik verwijs naar de studies van het Franse INRETS en TNO in Nederland, volgens welke een vermindering van de toegelaten snelheid op autowegen tot onder de 100 km/uur geen gevolgen heeft voor de vervuilingsgraad.

03.04 Minister Bruno Toubback (Frans): Volgens u is 100 km/uur een goede snelheid, maar minder niet?

03.05 François Bellot (MR): De auto's zijn zo afgesteld dat het verbruik optimaal is bij een snelheid tussen 100 en 120 km/uur. Binnen die marge is de vervuilingsspiek identiek.

Vooraleer we dergelijke symbolische maatregelen treffen, zouden we er beter aan doen de Europese studies die we mee gefinancierd hebben, te consulteren. Ik zal u de gegevens ervan bezorgen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Greet van Gool aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de gevolgen van de welvaartsaanpassingen" (nr. P1843)

04.01 Greet van Gool (sp.a-spirit): Wie enkel een pensioen of vervangingsinkomen tot ongeveer 12.450 euro geniet, moet geen belastingen betalen. Boven dat bedrag moet minstens 538 euro worden betaald. Het risico bestaat dat sommigen de inkomensgrens na de op til zijnde welvaartsaanpassing zullen overschrijden en een belasting zullen moeten betalen die hoger is dan de welvaartsaanpassing.

Toen ik de minister en zijn collega van Financiën ondervroeg over deze kwestie, zeiden ze dat ze een oplossing zouden zoeken. Wat is de stand van zaken? Wat is de oplossing?

04.02 Minister Bruno Toubback (Nederlands): Aanvankelijk wou ik de welvaartsaanpassing buiten het bedrag van het pensioen houden, maar op vraag van de sociale partners hebben we dat uiteindelijk niet gedaan. Dat kan echter fiscale gevolgen hebben. Deze kwestie past eigenlijk binnen het geheel van de belastingregeling voor de vervangingsinkomsten, waarvoor minister Reynders bevoegd is.

Het wetsontwerp inzake de goedkeuring van het interprofessioneel akkoord voor de periode 2007-2008, dat de Ministerraad in maart goedkeurde en dat is ingediend in de Kamer, bepaalt dat de huidige feitelijke vrijstelling blijft gelden zolang het inkomen de grens niet overschrijdt. Wordt de grens wel overschreden, dan wordt een afbouwregel toegepast. Gaat het slechts om een lichte overschrijding, dan mag de uiteindelijke belasting niet hoger zijn dan het inkomen boven de grens. Het is de bedoeling dat de afbouwregel geldt voor inkomsten vanaf 1 januari 2007, met inbegrip dus van de welvaartsaanpassing.

04.03 Greet van Gool (sp.a-spirit): Ik ben blij dat de minister zijn belofte nakomt. Zonder de voorgestelde oplossing zou ongeveer 5 procent van de gepensioneerden - 75.000 mensen - worden getroffen. Nu zal de welvaartsaanpassing hun netto meer opleveren.

Door de welvaartsaanpassingen zullen er nog andere problemen rijzen, bijvoorbeeld bij de OCMW-uitkeringen. Mijn partij moet nagaan hoe die kunnen worden opgelost.

Het incident is gesloten.

05 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Karine Lalieux aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de heffing op vliegtuigtickets" (nr. P1832)

- mevrouw Zoé Genot aan de vice-eerste minister en minister van Financiën over "de heffing op vliegtuigtickets" (nr. P1833)

(Vanuit de tribune worden pamfletten in het halfroond gegooid. De ordeverstoorers worden de zaal uitgezet.)

05.01 Karine Lalieux (PS): Sinds maart 2006 probeer ik een solidariteitsbijdrage op vliegtuigtickets te laten

goedkeuren. U heeft zich daartegen verzet en voerde aan dat daartoe het akkoord van de zevenentwintig Europese lidstaten vereist was, dat de sector zo al in moeilijkheden verkeerde, enz. Twee dagen geleden kondigde u echter zelf een heffing op vliegtuigtickets aan onder het mom van de groene fiscaliteit!

U heeft wel lef, om andermans idee van zijn eigenlijke bedoeling, namelijk zorgen voor bijkomende middelen voor ontwikkelingssamenwerking, af te wenden en het te gebruiken om het begrotingsgat dicht te rijden. Dat is cynisch en weinig geloofwaardig! U heeft die heffing met drogargumenten bestreden, maar vandaag vindt u ze relevant en mag ze uw mislukte verpakkingshffing helpen goedmaken.

Om de begroting rond te krijgen zal echter een heffing van 20 euro per vliegtuigticket nodig zijn! Zowaar een mooie boodschap, nu de mensen volop hun reis aan het boeken zijn.

Waarom heeft u mijn voorstel zo bestreden, als u het vandaag als een goed idee voorstelt? Hoeveel zal die heffing bedragen? Zal er een onderscheid worden gemaakt tussen economy en business class? Hoe reageert de sector? Vindt u nog steeds dat die heffing op vrijwillige basis moet worden betaald?

05.02 Zoé Genot (ECOLO): Toen vanuit Parijs de uitnodiging kwam om die heffing op vliegtuigtickets te bespreken, was het niet de bedoeling om de staatskas te spijsen maar wel om het *Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria* te financieren. België was echter veeleisend. U hebt zelf verklaard dat de regering een regelgeving verkiest waarbij passagiers een vrijwillige bijdrage kunnen leveren waarnaar de luchtvaartmaatschappijen hen verplicht moeten vragen. Uiteindelijk hebt u echter niets ondernomen, al lagen er verscheidene wetsvoorstellen – waaronder het mijne – ter tafel.

Gezien het tekort op uw begroting hebt u dat idee van een heffing weer opgevestigd en er het etiket van een 'groene' heffing opgeplakt. In dat geval moet ze echter in verhouding zijn met de vervuiling die door de vliegtuigen wordt veroorzaakt. Hoe denkt u het principe volgens hetwelk de vervuiler betaalt, in dit geval toe te passen? Als het om een heffing ten gunste van de ontwikkelingssamenwerking gaat, worden de opbrengsten dan in het *Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria* gestort in plaats van in de staatskas?

05.03 Minister Didier Reynders (Frans): Het verbaast me niet dat u vragende partij bent voor belastingen, op welk vlak dan ook! Ik tracht evenwel voorzichtig te blijven.

Het is Jacques Chirac die dat idee en dat debat inzake een belasting op vliegtuigtickets, ten gunste van de ontwikkelingssamenwerking, heeft gelanceerd. Frankrijk evolueert immers moeizaam naar de vooropgestelde 0,7 procent van het bbp die aan ontwikkelingssamenwerking dient te worden besteed. We zijn een andere weg ingeslagen omdat we ons ertoe hebben verbonden dat streefdoel van 0,7 procent van het bbp tegen 2010 te bereiken. Elk jaar worden meer begrotingsmiddelen voor de ontwikkelingssamenwerking uitgetrokken. Beweren dat een heffing rechtstreeks moet worden toegewezen in plaats van via de begroting te gaan, is dus onjuist.

Hoe zullen we die heffing concreet innen? Dat maakt deel uit van het debat al werd nog geen enkele beslissing genomen, omdat ik een onderscheid wil maken tussen economy en business class en wil nagaan of de luchthavens er niet onder lijden.

Indien een dergelijke heffing het vertrek van de *low cost* maatschappijen betekent, zie ik het nut van die maatregel niet goed in.

Wat het leefmilieu betreft, spreekt men nu al jaren over een belasting op de kerosine. Het lijkt me niet normaal dat benzine of diesel zwaar belast wordt en dat de kerosine buiten schot blijft. In dat geval moeten we ook afspraken met andere landen maken.

Ik hoop dus dat u ons voornemen om de begroting van Ontwikkelingssamenwerking te verhogen, zal steunen, ongeacht de oorsprong van de financiering.

05.04 Karine Lalieux (PS): U mag de rollen niet omkeren! Om de begroting sluitend te maken heeft u de mogelijkheid van een heffing op de verpakkingen en de vliegtuigtickets geopperd. Wij hadden een bijdrage van één euro voorgesteld, een bedrag dat de Franse luchthavens geen nadeel heeft berokkend. Mijn voorstel had 20 miljoen euro voor de strijd tegen aids kunnen opleveren. Vandaag zijn er niet meer middelen

beschikbaar om die ziekten te bestrijden.

Het ging om iets anders dan de 0,7 procent die de regering al zolang in het vooruitzicht stelt en naar ik hoop ook zal bereiken. U voert thans een heffing in, omdat u de verpakkingshoofsheffing niet goed heeft aangepakt!

05.05 Zoé Genot (ECOLO): De regering wil gewoonweg de begroting rond krijgen. Het gaat niet om die 0,7 procent. Toen de heffing op vliegtuigtickets in Frankrijk werd bedacht, ging het om bijkomende inkomsten.

05.06 Minister Didier Reynders (Frans): Weet u eigenlijk wel hoe het met de Franse ontwikkelingssamenwerking gesteld is? Ze halen die 0,7 procent niet! Wij trachten ze tenminste te bereiken.

05.07 Zoé Genot (ECOLO): En hoe? U blaast de begroting voor de ontwikkelingssamenwerking kunstmatig op door er de opening van een opvangcentrum in op te nemen!

De voorbije jaren werden talrijke kunstgrepen toegepast om de beschikbare middelen groter te doen lijken. Om die 0,7 procent in 2010 te bereiken, moeten er nog zware inspanningen worden geleverd. Zonder schuldkwijtschelding en allerhande trucjes komt u er niet!

Plots ontdekt u de brandstoftaks voor vliegtuigen, terwijl de Groenen daar al jarenlang voor pleiten in het Europees Parlement, overigens zonder de steun van uw fractie.

Het incident is gesloten.

06 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Sabien Lahaye-Battheu** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het nieuwe dubbelbelastingverdrag met Frankrijk" (nr. P1834)

- de heer **Joseph Arens** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het nieuwe dubbelbelastingverdrag met Frankrijk" (nr. P1835)

06.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): Vandaag zijn er meer dan dertigduizend grensarbeiders die werken in de Frans-Belgische grenszone. Ongeveer duizend Belgen werken in Frankrijk, de rest zijn Fransen die in ons land werken, de helft in Vlaanderen en de helft in Wallonië. Zij zijn allemaal onderworpen aan het dubbelbelastingverdrag uit 1964, dat inhoudt dat zij op fiscaal gebied gebonden zijn aan het land waarin ze wonen en op sociaal gebied aan het land waarin ze werken.

Op initiatief van de Franse en Belgische eerste ministers werd in 2005 een Frans-Belgische parlementaire werkgroep opgericht, die tot de vaststelling kwam dat het verdrag onder spanning staat, omwille van het Europees principe dat belastingen betaald moeten worden in het werkland, maar dat een wijziging van het verdrag ondenkbaar is zonder overleg met de sociaal-economische actoren. Wijzigingen aan het statuut zouden immers een grote impact hebben.

Gisteren maakte de minister bekend dat er een protocolakkoord is gesloten over een nieuw dubbelbelastingverdrag. De betrokkenen hebben daar veel vragen bij. Kan de minister meer duidelijkheid geven over de stand van de onderhandelingen en de overgangperiode van 25 jaar? Welke weg is er nog af te leggen?

06.02 Joseph Arens (cdH): U heeft een protocolakkoord gesloten met Frankrijk met het oog op een wijziging van de overeenkomst tot voorkoming van dubbele belasting. Heeft dat protocolakkoord betrekking op de gepensioneerde grensarbeiders? Zal de Nationale Commissie voor de Financiën en de Sociale Zaken die u enkele jaren geleden al heeft opgericht, bijeenkomen om de onderscheiden teksten te bespreken? De werknemers zullen de grenszone gedurende dertig dagen mogen verlaten zonder hun statuut van grensarbeider te verliezen. Maar wat gebeurt er na 2007 en 2008? Zullen de jonge Franse werknemers die na 2008 door Belgische bedrijven in dienst worden genomen, hun belastingen in Frankrijk betalen?

06.03 Minister Didier Reynders (Nederlands): Ik kreeg de voorbije acht veel vragen over een nieuw verdrag met Frankrijk om, aangezien er geen grenzen meer zijn, dus ook het aparte statuut voor grensarbeid af te schaffen. Er is al een nieuw verdrag met Nederland, Duitsland en Luxemburg en Frankrijk kon niet

achterblijven. Onderhandelen met Frankrijk was lange tijd moeilijk. Daarom hebben we het verdrag over de grensarbeiders uit het algemene dubbelbelastingverdrag gelicht. Ik ben aan de zevende Franse minister van Financiën toe in iets meer dan zeven jaar.

Wat willen we bereiken? In de eerste plaats wordt het grensarbeiderstatuut afgeschaft na een transitieperiode van 25 jaar. Verder kunnen ondernemingen nog tot december 2008 nieuwe grensarbeiders uit Frankrijk aanwerven omdat ondernemingen in de grensgebieden daar vragende partij voor zijn. De mobiliteit binnen België schiet voorlopig nog te kort.

(Frans) De grensarbeiders zullen dertig werkdagen buiten de grenszone mogen werken. Die regel zal voor 25 jaar gelden, niet enkel voor wie vandaag al als grensarbeider werkt, maar ook voor wie in 2007 en 2008 in dienst zal treden. We zullen die regel voorts een retroactieve werking toekennen.

Met Frankrijk wordt onderhandeld over een compensatie van ongeveer 25 miljoen euro met ingang van 2009, dit is het ogenblik waarop niet langer nieuwe werknemers in dienst mogen worden genomen. Luxemburg verklaarde zich al akkoord met een bedrag van 15 miljoen euro.

De pensioenen zullen eveneens in het protocol worden geregeld, dat echter nog niet ondertekend werd. We beschikken over een akkoord, maar ik zou eerst nog de bedrijven en de sociale partners willen ontmoeten. We zullen de commissie bijeenroepen om na te gaan hoe een en ander best kan worden aangepakt.

06.04 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): Het protocol is nog niet getekend. Er komen nog onderhandelingen met de sociaaleconomische partners. De Fransen worden wel eens de olie van de Belgische grenseconomie genoemd. Totnogtoe slagen we er immers niet in om Waalse werklozen naar Vlaanderen te halen. Ik wil de minister vragen tijdens de onderhandelingen aandacht te besteden aan de startende ondernemingen, aan de groeiondernemingen en aan de flexibiliteit.

06.05 Joseph Arens (cdH): Zal u het nog over de gepensioneerde werknemers hebben? Is er kans op slagen?

06.06 Minister Didier Reynders *(Frans)*: Ik denk dat we dat dossier echt tot een goed einde kunnen brengen. De indienstneming van jonge werknemers is tot in 2008 en voor de komende 25 jaar geregeld.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Benoît Drèze aan de eerste minister over "het begrotingsconclaaf" (nr. P1829)

07.01 Benoît Drèze (cdH): De heer Di Rupo heeft de prioriteitenlijst van de Parti Socialiste voor het begrotingsconclaaf opgesteld: de nettoverhoging van het minimumloon met 25 euro, de verhoging van de pensioenbonus, de verhoging van de kinderbijslag voor het eerste kind van zelfstandigen, de verhoging van de forfaitaire aftrek van de beroepskosten, de invoering van het OMNIO-systeem, de terugbetaling van de kosten voor een patiënt die het slachtoffer is van een therapeutisch ongeval. Is er binnen de regering een akkoord over de voorstellen van de heer Di Rupo? Zullen al die voorstellen, of een deel ervan, in 2007 worden uitgevoerd?

07.02 Eerste minister Guy Verhofstadt *(Frans)*: De vooropgestelde prioriteiten worden uiteraard door de hele regering gedragen. Ze zijn niet nieuw. Ze werden in het kader van het interprofessioneel akkoord en de opmaak van de begroting 2007 goedgekeurd. Het dossier inzake de terugbetaling van de kosten voor een patiënt die het slachtoffer is van een therapeutisch ongeval zal eerlang bij het Parlement worden ingediend.

Met het conclaaf willen we erop toezien dat de rekeningen kloppen en de goedgekeurde maatregelen volledig worden uitgevoerd.

07.03 Benoît Drèze (cdH): De heer Di Rupo doet dus mededelingen over dingen waarover reeds een

beslissing is gevallen. De schadeloosstelling van slachtoffers van therapeutische ongevallen staat vermeld in het regeerakkoord. Parlementsleden hebben wetsvoorstellen ingediend en zijn akkoord gegaan om ze niet op de agenda te plaatsen in afwachting van het regeringsontwerp. Als u geloofwaardig wil blijven, doet u er goed aan de heer Demotte te vragen ons zijn ontwerp dringend toe te lichten.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Bart Tommelein aan de vice-eerste minister en minister van Begroting en Consumentenzaken over "de wetgeving in verband met het verlenen van consumentenkredieten" (nr. P1836)

08.01 Bart Tommelein (VLD): De OESO schrijft in haar laatste rapport over ons land dat onze wetgeving op het consumentenkrediet zeer streng is en overgereguleerd. Tegelijk stellen we vast dat haast geen enkele advertentie van kredietverstrekkers in onze kranten voldoet aan de - nochtans zeer recente - wet op het consumentenkrediet.

Hoe wordt de naleving van de wet van 2003 gecontroleerd? Welk gevolg wordt er gegeven aan vastgestelde overtredingen? Welke inbreuken worden er vastgesteld? Betreft het de sector als geheel of blijft het beperkt tot bepaalde instellingen?

08.02 Minister Freya Van den Bossche (*Nederlands*): Er zijn een aantal algemene bepalingen in de wet op de handelspraktijken en er zijn de specifieke, strengere regels uit de wet op de kredietreclame. Het is bijvoorbeeld verboden om consumenten aan te zetten tot het opnemen van kredieten als zij reeds gebukt gaan onder een zware schuldenlast. Het is ook verboden voor te stellen om kredieten te centraliseren of het gemak en de snelheid waarmee kredieten verkregen kunnen worden te benadrukken.

Naast de bestaande sancties uit de wet op de handelspraktijken, voorziet men nu ook in een vordering tot staking op initiatief van de minister en in strafrechtelijke sancties. In 2006 is een task force opgericht, omdat we begaan zijn met de problematiek van de overmatige schuldenlast. Uit controles het voorbije jaar blijkt dat slechts 19,5 procent van de advertenties conform de regelgeving was. Er zijn 196 pv's van waarschuwing opgesteld, 16 pro justitia's en in vier gevallen is het dossier bezorgd aan het parket. De wetgeving wordt dus inderdaad niet nageleefd. Maar omdat recidivisten zwaarder aangepakt worden, verwacht ik toch beterschap.

08.03 Bart Tommelein (VLD): Er moet dringend een professionele evaluatie gebeuren van de hele sector. Ik zal niet verhehlen dat ik moeite had met bepaalde demarches van de laatste dagen. Ik betwist niet dat de marktleider ook bij deze problematiek betrokken is, maar we moeten de sector in zijn geheel doorlichten. Wellicht moeten we de wet vereenvoudigen, want ofwel is die te complex, ofwel wordt er niet genoeg gecontroleerd. We moeten komen tot haalbare en werkbare controlemechanismen.

08.04 Minister Freya Van den Bossche (*Nederlands*): Misschien is er nog een derde verklaring, namelijk dat de kredietgevers de regels gewoon aan hun laars lappen.

08.05 Bart Tommelein (VLD): Er verschijnen dagelijks advertenties die in strijd zijn met de wet. Dat betekent dat we ofwel de wet moeten aanpassen, ofwel strikter moeten vervolgen.

08.06 Minister Freya Van den Bossche (*Nederlands*): Er wordt wel degelijk opgetreden. In alle gevallen waar er een overtreding is vastgesteld, werd er een pv opgesteld, een minnelijke schikking voorgesteld of werd de zaak onmiddellijk naar de rechtbank verwezen.

08.07 Bart Tommelein (VLD): Toch stel ik vast dat men de wet blijft overtreden.

Het incident is gesloten.

09 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Dominique Tilmans aan de vice-eerste minister en minister van Begroting en Consumentenzaken over "de reclamecampagnes van sommige banken ten aanzien van kinderen en scholen" (nr. P1837)

- mevrouw **Véronique Ghenne** aan de vice-eerste minister en minister van Begroting en Consumentenzaken over "de reclamecampagnes van sommige banken ten aanzien van kinderen en scholen" (nr. P1838)

09.01 Dominique Tilmans (MR): Met het spelletje "Le compte est bon" heeft de bank ING een marketingoperatie opgezet met de lagere scholen als doelgroep. De doelstelling om de kinderen verstandig met geld te leren omgaan mag dan als lofwaardig worden ervaren, toch kan men vraagtekens plaatsen bij de belofte die aan scholen wordt gedaan om ze een vergoeding toe te kennen in verhouding tot het aantal door kinderen geopende rekeningen.

Werd de controledienst van de FOD Economie al ingeschakeld? De zaak werd voorgelegd aan het OIVO, maar die treedt niet op, zogenaamd omdat het spelletje het schoolkader zou overstijgen.

Zijn er ouders die een klacht hebben ingediend?

Wat zal u ondernemen, aangezien de gedragscode niet doeltreffend is gebleken?

09.02 Véronique Ghenne (PS): Naar aanleiding van wat mevrouw Tilmans heeft gezegd en gelet op het feit dat de gedragscode niet gewerkt heeft, zou ik willen weten of u nieuwe bepalingen in een wet wil opnemen?

Heeft u met de sector overleg gepleegd?

Werd er een gelijkaardige actie opgezet in de Vlaamse Gemeenschap?

09.03 Minister Freya Van den Bossche (Frans): Mijn diensten hebben een klacht ontvangen. De campagne is gericht op kinderen jonger dan 12 jaar en de bedoeling van de betrokken bank is zoveel mogelijk rekeningen te verkopen. Het gaat dus wel degelijk om een handelspraktijk die onder de gedragscode valt.

Mijn diensten onderzoeken momenteel het probleem, maar volgens mij is de gedragscode hier van toepassing.

09.04 Dominique Tilmans (MR): We hebben vastgesteld dat de gedragscode niet voldoet. Zou het daarom niet nuttig zijn een wet specifiek voor de banksector in te voeren?

09.05 Véronique Ghenne (PS): U heeft niets gezegd over de toestand in de Vlaamse Gemeenschap.

Ik herinner er u aan dat onze fractie een wetsvoorstel had ingediend teneinde de betrokken sector op grond van de bepalingen uit die code te sanctioneren.

09.06 Minister Freya Van den Bossche (Frans): Als de code niet werd nageleefd, kunnen we sancties opleggen op grond van de wet betreffende de handelspraktijken.

Ik zal inlichtingen inwinnen over de toestand in Vlaanderen.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Nathalie Muylle aan de minister van Landsverdediging over "de privatisering van de Seakings" (nr. P1839)

10.01 Nathalie Muylle (CD&V): De Oostendse firma NHV is geïnteresseerd in de overname van de Seakingactiviteiten. In de commissie zei minister Flahaut echter dat *search and rescue* (SAR) een taak voor de overheid is en dat er op zijn niveau geen enkel dossier is ingediend voor de overname van de Seakings. Nochtans zegt NHV vandaag in *Het Nieuwsblad* dat het druk aan het lobbyen is om de Seakings binnen te halen. Het bedrijf meent de SAR-activiteiten vijf maal goedkoper te kunnen uitvoeren. Ook in militaire kringen menen sommigen dat de kosten voor de Seakings te zwaar zijn.

Wat is het standpunt van de regering over de privatisering van de SAR-activiteiten? Wat zijn de gevolgen voor basis in Koksijde?

10.02 Minister **André Flahaut** (*Nederlands*): In 2005 heb ik inderdaad een brief van de firma NHV gekregen. Ik blijf bij mijn standpunt dat *search en rescue* een taak van de overheid, en meer bepaald van het leger, is en niet van de privésector.

10.03 **Nathalie Muylle** (CD&V): Ik ben blij dat de minister dat beklemtoont. Wij zijn dezelfde mening toegedaan. Ik vrees echter dat er in de regering ook andere stemmen opgaan. Met name de sp.a zou de Seakings graag privatiseren. Dat zou niet alleen een flinke besparing zijn voor het defensiebudget, maar het zou ook voor meer werkgelegenheid zorgen in Oostende. De sp.a zou beter wat meer inspanningen doen om de Oostendse werklozen ook in het binnenland van de provincie aan het werk te zetten. Daar wordt er gesmeekt om arbeidskrachten.

Ik vrees dat Johan Vande Lanotte zijn slag zal thuishalen en dat het vervolg de film *Koksijde rescue* wel eens *Final flight* zou kunnen heten.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de minister van Mobiliteit over "de uitsluiting van het Vlaams Belang bij de staten-generaal van de verkeersveiligheid" (nr. P1841)**

11.01 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Maandag vond na vijf jaar opnieuw een staten-generaal van de verkeersveiligheid plaats. Deze staten-generaal werd in belangrijke mate voorbereid in de commissie waarvan ik voorzitter ben.

Zo'n zes weken geleden kreeg ik een brief van het BIVV met de vraag om maandag 12 maart vrij te houden. Toen noch ik noch de heer Mortelmans enkele dagen voor de staten-generaal een uitnodiging had ontvangen, kreeg ik argwaan. Blijkbaar waren alle partijen uitgenodigd voor het debat – zelfs Groen! dat hier geen enkele vertegenwoordiger heeft – behalve het Vlaamse Belang. De 20 procent Vlamingen die op onze partij stemmen, mogen dus niets zeggen over verkeersveiligheid. Als verklaring voor onze afwezigheid zei minister Landuyt op televisie dat hij geen fascisten uitnodigde! Zo'n ongepaste uitspraak toont ons nog maar eens de intellectuele armoede van links.

Waarom werd het Vlaamse Belang uitgesloten van de staten-generaal voor de verkeersveiligheid? Waarom was het nodig ons ook nog eens uit te schelden?

11.02 Minister **Renaat Landuyt** (*Nederlands*): Ik moet mij eerst verontschuldigen bij de Kamervoorzitter omdat hij als oud-minister van Verkeer niet persoonlijk werd uitgenodigd voor de staten-generaal.

De staten-generaal werd georganiseerd door het BIVV, in samenwerking met mijn diensten. Inzake de uitnodigingen voor het politieke debat heb ik ingestemd met de keuze om de vier politieke families, met elk een partij aan beide kanten van de taalgrens, uit te nodigen. Zij hebben nadien een samenwerkingsakkoord afgesloten.

11.03 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Dit antwoord is intellectueel pover en getuigt van weinig moed. Ik heb gehoord dat het BIVV handelde op het uitdrukkelijke bevel van de minister. Het cordon krijgt daardoor een nieuwe dimensie: ook de ambtenarij wordt erin betrokken. Zullen Vlaams Belangers binnenkort misschien ook geen identiteitskaart meer uitgereikt krijgen van de burgerlijke stand?

Minister Landuyt wil blijkbaar graag minister van Justitie worden. Ik hoop dat zulks nooit gebeurt, want dan zal elke objectiviteit worden geweerd uit de rechtbanken. Wij zullen dan bij voorbaat veroordeeld zijn. Dit zijn trucs van een totalitaire staat zoals de DDR, die zich ook een antifascistisch regime noemde.

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van mevrouw Talbia Belhouari aan de minister van Mobiliteit over "de maatregelen tegen de smog" (nr. P1842)**

12.01 **Talbia Belhouari** (PS): De deelstaten hebben maatregelen genomen naar aanleiding van de recente

smogpiek. Ik wil de gegrondheid ervan niet ter discussie stellen, maar stel vast dat ze van Gewest tot Gewest verschillen. Mijn vraag sluit aan bij die van de heer Bellot aan de minister van Milieu: is die gebrekkige coördinatie tussen de deelstaten niet absurd? Zou de burger niet beter moeten worden geïnformeerd?

12.02 Minister **Renaat Landuyt** (*Frans*): De Gewesten zijn in deze onafhankelijk en ik heb me niet uit te spreken over de graad van absurditeit van de maatregelen van mijn collega's Peeters en Lutgen.

12.03 **Talbia Belhouari** (PS): Dat is belachelijk. Alle betrokkenen spelen elkaar de bal terug. Als minister van Mobiliteit zou u op zijn minst een informatiecampagne op het federale niveau kunnen overwegen.

Het incident is gesloten.

13 **Vraag van de heer Hendrik Bogaert aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de laattijdige betaling van facturen door de POD Wetenschapsbeleid" (nr. P1840)**

13.01 **Hendrik Bogaert** (CD&V): Minister Verwilghen hoeft zich niet exclusief geïnteresseerd te voelen door mijn vraag over onbetaalde facturen, want ik stelde hetzelfde vast bij verschillende andere departementen: de regering betaalt haar facturen veel te laat. Zo worden experts die in opdracht van de minister naar buitenlandse congressen werden gestuurd en die daarvoor onkostennota's indienden, met heel veel vertraging betaald.

Waarom worden facturen pas betaald in januari 2007, terwijl de onkostennota's soms zelfs al een jaar eerder werden ingediend?

13.02 Minister **Marc Verwilghen** (*Nederlands*): Ik ben verrast door het tijdstip van de vraag, want in november en december werd ik in de commissies van Kamer en Senaat overstelpt met vragen over achterstallige betalingen van de POD Wetenschapsbeleid, die jaarlijks meer dan tienduizend facturen te verwerken krijgt. Door het ankerprincipe was er inderdaad een probleem gerezen binnen deze POD. We hebben er in de eerste plaats over gewaakt dat alle dotaties die de werking van de wetenschappelijke instellingen moeten garanderen, tijdig zouden worden betaald. Omdat ik niet hetzelfde wilde meemaken als in 2006, heb ik de POD gevraagd om mij een betalingskalender voor 2007 te bezorgen, alsook de redelijke termijnen waarbinnen de betalingen mogen worden verwacht. Ik wil voor het probleem dus een afdoende oplossing vinden.

13.03 **Hendrik Bogaert** (CD&V): Ik ben blij dat de minister erkent dat er een probleem is en dat hij actie onderneemt. Vorig jaar in maart heb ik gelijkaardige vragen gesteld over facturen die naar een volgend jaar doorgeschoven werden. Hoewel men in de pers communiceert dat alles in orde is, merk ik dat het probleem niet opgelost is. Het doorschuiven naar een volgend begrotingsjaar gebeurt blijkbaar bewust. Betalingsachterstanden van zes maanden en meer geven ons land - ook internationaal - een slechte reputatie.

Het incident is gesloten.

14 **Vraag van mevrouw Annemie Turtelboom aan de minister van Werk over "de regionalisering van het werkgelegenheidsbeleid" (nr. P1845)**

14.01 **Annemie Turtelboom** (VLD): Uit een evaluatie van het activeringsbeleid voor werkzoekenden blijkt duidelijk dat er sprake is van een mentaliteitswijziging. Wallonië doet een inhaalbeweging inzake de transmissies van werkonwillige werkzoekenden, maar er is toch nog een groot verschil tussen de 52 procent voor Vlaanderen en de 42 procent voor Wallonië.

Ik vind het vreemd dat de minister vandaag een uitleg zoekt bij de kwaliteit van de dossiers. Men verwacht toch dat de federale en de regionale overheid dit besproken hebben en dat die kwaliteit uniform is. Hoe wil de minister de kwaliteit van de dossiers verbeteren?

De minister wil ook de activering nog opdrijven door een uitbreiding van het Oostendse systeem, waarbij werkzoekenden per sms werkaanbiedingen krijgen. Ook wil de minister terecht de interregionale mobiliteit

verbeteren. Hoe denkt hij dat te doen? Hoe wil hij de samenwerking tussen FOREM en VDAB verbeteren?

Hoewel Fons Leroy van de VDAB een aanpassing van de omschrijving van passende dienstbetrekking wil, spreekt de minister hier niet over. Wat vindt de minister van de omschrijving van de passende dienstbetrekking?

De minister heeft ook een andere visie op de regionalisering van het arbeidsbeleid dan Vlaams minister Vandenbroucke.

14.02 Minister **Peter Vanvelthoven** (*Nederlands*): Er wordt verwezen naar de recente cijfers van het evaluatiecomité dat het activeringsbeleid in België en in de verschillende regio's om de zes maanden evalueert. Het aantal transmissies naar de RVA steeg in Vlaanderen van 629 in 2005 naar 6.270 in 2006, in Wallonië van 280 naar 9.106 en in Brussel van 791 naar 1.125. In het samenwerkingsakkoord van medio 2004 had men afgesproken dat de transmissies elektronisch zouden verlopen. We hebben de regio's gevraagd meer kwaliteit in de kwaliteit van de dossiers te brengen, zodat de RVA ze beter kan beoordelen.

Vandaag doen de regio's al meer dan wat destijds was afgesproken. Het activeringsbeleid werkt. Er wordt samengewerkt. In Vlaanderen leidt 54 procent van de behandelde dossiers tot sancties, in Wallonië is dit 41,4 procent en in Brussel 61,6 procent. De transmissies moeten in de komende regeerperiode nog beter worden.

Het Oostendse systeem van activering blijkt een goed systeem te zijn. Vlaanderen wil de samenwerking met de RVA uitbreiden. De RVA staat klaar om dit te doen.

Er dienen zich mogelijkheden aan in de grensregio rond de taalgrens. De regio Kortrijk kent momenteel een werkloosheid van amper 3 procent en vindt bijna niemand om de vacatures in te vullen. FOREM zou het initiatief moeten nemen om Waalse werklozen naar die openstaande betrekkingen te leiden. Hetzelfde is waar voor Brussel. Deze manier van werken kan in de grensregio vruchten afwerpen en zorgt voor een win-situatie.

We moeten de discussie over de passende dienstbetrekking aangaan. We moeten het begrip binnenkort herbekijken samen met de sociale partners.

14.03 **Annemie Turtelboom** (VLD): De opmerking van de minister over interregionale mobiliteit is terecht, maar ook binnen een taalgebied zijn er grote verschillen inzake werkloosheid, terwijl daar geen objectieve reden voor bestaat.

Ik stel met genoeg vast dat de minister geëvolueerd is in het debat over de passende dienstbetrekking.

Het incident is gesloten.

15 **Regeling van de werkzaamheden**

De **voorzitter**: Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 14 maart 2007, stel ik u voor op de agenda van de plenaire vergadering van deze namiddag de benoeming van een plaatsvervangend lid van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (nr. 2990/1) in te schrijven.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus zal geschieden.

Wetsontwerpen en wetsvoorstellen

16 Wetsontwerp houdende diverse bepalingen (IV) (2873/1-25)

- Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 3, § 6, van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling II, van het Burgerlijk Wetboek (257/1-2)
- Wetsvoorstel ter bevordering van de commercialisatie van wetenschappelijk onderzoek (2273/1-2)
- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden teneinde een aanmeldingsplicht in te voeren (2417/1-2)
- Wetsontwerp houdende bepalingen inzake huisvesting (2874/1-4)

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze wetsontwerpen en –voorstellen te wijden. (*Instemming*)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De **voorzitter**: Er is een reeks van rapporteurs.

16.01 Magda Raemaekers, rapporteur: Het ontwerp van wet houdende diverse bepalingen behelst technische wijzigingen aan de wet op het leerlingensstelsel, de wet betreffende de Fondsen voor Bestaanszekerheid en de arbeidsongevallenwet. Wat het leerlingensstelsel voor werknemersberoepen betreft, zullen de sectoren voortaan zelf van de leeftijdsvereiste mogen afwijken, zonder toestemming van de Nationale Arbeidsraad. In de statuten van de Fondsen voor Bestaanszekerheid zal voortaan het volledige adres van de vestigingsplaats moeten worden vermeld.

Wat het boekhoudplan van het Fonds voor Arbeidsongevallen betreft, moet de verwijzing naar de arbeidsongevallenwet worden vervangen door een verwijzing naar de te voeren boekhouding, zoals bedoeld bij het KB van 3 april 1997 houdende de responsabilisering van de openbare socialezekerheidsinstellingen.

Het nieuwe artikel 87ter moet de bevoegdheden van het Fonds voor Arbeidsongevallen verduidelijken en afstemmen op het KB van 21 juni 2006. Artikel 87quater maakt een protocol mogelijk inzake de uitwisseling van klachten tussen het Fonds en de ombudsdienst Verzekeringen.

In de algemene bespreking wees mevrouw D'hondt erop dat de regering in deze regeerperiode een recordaantal ontwerpen van programmawet en ontwerpen diverse bepalingen heeft ingediend.

De artikelen inzake het leerlingensstelsel en inzake de Fondsen voor Bestaanszekerheid werden zonder opmerkingen en eenparig aangenomen.

Inzake de arbeidsongevallen suggereerde mevrouw De Block een protocol tussen de bemiddelingsdiensten van de verzekeringssector en het Fonds voor Arbeidsongevallen. Ze vreesde dat klagers niet zouden weten bij welke dienst ze terecht kunnen. De minister van Werk wees erop dat artikel 70 tegemoetkomt aan die opmerkingen.

De artikelen 67 tot 70 werden vervolgens eenparig aangenomen, net als alle naar de commissie verwezen bepalingen. (*Applaus*)

De **voorzitter**: Ik vermoed dat de andere verslaggevers allen naar hun schriftelijk verslag verwijzen. We vangen de algemene bespreking aan met het onderdeel Energie.

16.02 Simonne Creyf (CD&V): Het wetsontwerp diverse bepalingen wijzigt het Fonds voor de Voorzieningen voor de Ontmanteling van de kerncentrales grondig. Dat Fonds, dat gestijfd wordt door de energieverbruikers, moet dienen om de kerncentrales na sluiting te ontmantelen en de sites te ontsmetten. In het huidige scenario kunnen de centrales al in 2015 dichtgaan. In het Fonds zit momenteel 4,5 miljard euro, maar waarschijnlijk zal het dubbele nodig zijn.

De raad van bestuur van fondsbeheerder Synatom bestaat uit vertegenwoordigers van Electrabel - de enige aandeelhouder - en uit twee regeringsvertegenwoordigers die over een gouden aandeel beschikken en aangeduid worden door de minister van Energie. Electrabel mag 75 procent van het Fonds onder voorwaarden investeren in de eigen onderneming. Dit wetsontwerp bepaalt nu dat 10 procent van de overige 25 procent zal kunnen worden gebruikt door derden, en dat tegen een intrest die lager is dan de marktintrest. Het gaat hierbij om ongeveer 110 miljoen euro. Het ontwerp bepaalt niet om welke derden het gaat. Bovendien kan het percentage nog worden verhoogd via een in Ministerraad overlegd KB. Maar ook de verhouding 75/25 kan via KB worden gewijzigd. Eerder meldde de regering dat het zou moeten gaan om milieuvriendelijke investeringen, maar ook dat staat niet in het ontwerp en in de memorie van toelichting. De Commissie voor Nucleaire Voorzieningen zal mogen bepalen welke rechtspersonen en projecten een lening kunnen krijgen, doch zonder enige controle van het Parlement.

Waals minister-president Di Rupo heeft de Waalse burgemeesters al beloofd dat er voor 100 miljoen euro goedkope leningen zullen komen voor energiebesparende maatregelen. In *Vers l'Avenir* stond dat dit geld uit het Synatom-fonds zal komen. We zijn daar erg ongerust over. CD&V is er niet tegen dat meer middelen uit het Fonds worden geïnvesteerd in eigen land, maar er zijn geen garanties dat het om milieuvriendelijke projecten zal gaan. Bovendien vrezen we dat een gat wordt geslagen in het nucleair passief. We betwijfelen bovendien of de groeivoet van 5 procent kan worden aangehouden als er een groot bedrag kan worden geleend aan een intrestvoet onder de 5 procent. Bovendien is lenen steeds een risico, wat de minister in de commissie ook toegaf. Zal het geld beschikbaar zijn als dat nodig is? Wat als een derde failliet gaat?

De regering hoeft zich over deze kwesties geen zorgen te maken. Als het beschikbare geld in het Nucleair Fonds niet volstaat, zal de producent het tekort immers moeten betalen. De gebruiker dreigt dus twee keer te moeten betalen voor de ontmanteling. Het typeert de regering-Verhofstadt om geld nemen waar het te vinden is, zonder rekening te houden met de toekomst.

Wij eisen waterdichte garanties bij het uitlenen van geld. Het mag enkel worden gebruikt voor investeringen in hernieuwbare of alternatieve energie. (*Applaus van CD&V*)

16.03 Melchior Wathelet (cdH): Ik zal niet terugkomen op de theoretische aspecten, die mevrouw Creyf al belichtte. Het Synatomfonds beschikt vandaag over 4,3 miljard euro voor de financiering van de ontmanteling van de kerncentrales (25 procent van het fonds) en voor de verwerking van het afval (75 procent van het fonds).

Er werd een financieringsmechanisme uitgewerkt, dat berust op de opbrengst van de aan Electrabel uitgeleende sommen. Wanneer alle centrales ontmanteld zullen zijn en alle afval verwerkt is, zal dat volledige bedrag besteed zijn.

De regering overweegt een deel van het geld uit het Synatomfonds te lenen aan een aantal bedrijven, die, dankzij die bedragen, in hernieuwbare energiebronnen zouden investeren. Dat lijkt een interessant idee. Een aantal vragen blijft echter onbeantwoord. Aan welke bedrijven zullen we dat geld uitlenen en op grond van welke criteria? Hoe zullen de leningen tussen de verschillende bedrijven worden verdeeld? We kunnen niet het risico lopen dat geld niet terug te krijgen.

Hoeveel gaat men lenen? Zo'n honderd miljoen euro, zegt men ons. De regering kan ook beslissen om meer geld te lenen, en ze kan de begunstigden naar eigen goeddunken aanwijzen. Er worden geen voorwaarden meer gesteld wat het vereiste rendement betreft. Alles wordt aan de Koning overgelaten. Dat kan ik niet aanvaarden. Er moeten garanties zijn voor een voldoende hoog rendement. Men moet uitmaken aan wie men geld leent. Men moet ook uitmaken hoeveel geld uit het fonds men zich kan permitteren te lenen aan bedrijven die in hernieuwbare energie willen investeren.

16.04 Minister Marc Verwilghen (*Nederlands*): Over dit wetsontwerp werd uitgebreid gediscussieerd in de commissie.

(*Frans*) Ik heb gevraagd dat men zou wachten tot de tekst beschikbaar is alvorens bepaalde kwesties aan te

snijden.

(Nederlands) Dit ontwerp verandert niets aan de belangrijke principes uit de wet van 11 april 2003. De voorzieningen die moeten aangelegd worden met het oog op de ontmanteling van de kerncentrales, en de regeling voor het beheer van splijtstoffen blijft behouden, net als de volledige verantwoordelijkheid van de beheerder van de provisie, de controle op de toereikendheid en de beschikbaarheid van de provisie.

(Frans) Twee wijzigingen zijn aan de orde. Ten eerste kan de 25/75-verdeelsleutel, die het percentage van de provisie regelt, worden herzien, ook al is dat momenteel niet het geval.

(Nederlands) De mogelijkheid bestaat dat een gedeelte van de resterende 25 procent, namelijk 2,5 procent, gebruikt kan worden voor leningen tegen een gunstig tarief. Het einddoel moet echter nog altijd gehaald worden. Als dat niet lukt, dan zijn de beheerders van de kerncentrales niet vrijgesteld van de kosten, die niet mogen aangerekend worden aan de klanten.

(Frans) Er werd een commissie opgericht die zich moet buigen over de vragen met betrekking tot de soorten leningen en die de dossiers van de kandidaat-bedrijven moet behandelen.

(Nederlands) Onder geen enkel beding doet dit afbreuk aan de afgesloten akkoorden. Uiteraard zijn er risico's verbonden aan een lening, maar de regering zal een waarborg vragen, net zoals banken dat doen.

Het regeringsvoorstel is bruikbaar, zowel voor de verdeelsleutel als voor de 2,5 procent. Er wordt kritiek geuit op het feit dat er geen controle kan worden uitgevoerd, maar de regering legt toch altijd verantwoording af aan het Parlement, dus er is wel controle mogelijk. Alle principes uit de wet van 2003 blijven behouden.

16.05 **Simonne Creyf** (CD&V): In de wet uit 2003 staan inderdaad belangrijke principes. Dit is de eerste keer dat geld uit het Fonds aan derden wordt geleend. De garanties uit de wet van 2003 blijven hierdoor niet volledig behouden.

Er is een rente van 5 procent nodig om het eindbedrag te halen. Als het geld aan een lagere rente wordt uitgeleend, dan kan het eindbedrag niet gehaald worden en dan zal het geld niet beschikbaar zijn als het nodig is. Dit Fonds is bedoeld voor de ontmanteling van de kerncentrales. Volgens de regering zal de producent het verschil moeten betalen, maar iedereen weet dat zij dat zullen doorrekenen aan de consumenten. Het Fonds wordt gefinancierd met een heffing op elektriciteit. De consument loopt nu dus het risico om twee keer te moeten betalen voor het nucleair passief. De regering neemt een groot risico met deze lening.

16.06 **Muriel Gerkens** (ECOLO): Ik zal het hebben over de artikelen met betrekking tot Synatom en het beheer van de reserves van dat fonds, die bestemd zijn voor de ontmanteling van de centrales en de verwerking van bestraald afval.

Het voorliggende wetsontwerp bepaalt nergens dat de sommen die in energiebesparende mechanismen worden geïnvesteerd, daar ook werkelijk zullen worden aan besteed. De enige waarborg waarover we met betrekking tot de besteding van dat geld beschikken, is dat dat oogmerk in de wet is opgenomen.

We hadden in dat verband een amendement ingediend, dat echter werd verworpen. Ik zal uiteraard zo vrij zijn het opnieuw in te dienen.

De selectiecriteria voor die projecten of rechtspersonen worden in de artikelen niet nader omschreven. Zo zet men de deur open voor allerlei misbruiken.

Daarnaast zal dat geld tegen een uiterst laag tarief geleend worden. Het geld van het Synatomfonds is immers aan geen enkele belasting onderworpen en wordt gebruikt door derden die rente moeten betalen. Zal men die rente gebruiken om tekorten aan te zuiveren of zal ze gewoon in de kas van Synatom gestort worden? Hoe wil men ervoor zorgen dat die lening rendeert? Wat is de logica daarvan?

Er zijn nog meer onrustwekkende artikelen. Het opvolgingscomité wordt vervangen door de commissie voor

nucleaire voorzieningen, waarin drie vertegenwoordigers van Synatom zitting zullen hebben. Dat orgaan zal dus vertegenwoordigd worden door de gecontroleerde instantie.

Met een eenvoudig koninklijk besluit zal men kunnen beslissen om het bedrag dat al dan niet kan geïnvesteerd worden, meer bepaald in de nucleaire sector, te wijzigen. Men verzaakt dus aan de democratische controle op het beheer van dat fonds.

Ik had u tevens een actualiteitsvraag willen stellen over de kritische opmerkingen van het voortgangscomité aangaande de manier waarop Synatom dat fonds heeft beheerd. Dat geschil is nog steeds niet opgelost.

Hoever staat het met het nieuwe verslag van Synatom dat na het advies van de NIRAS aan het voortgangscomité moet worden voorgelegd?

Zullen de bepalingen die vandaag worden goedgekeurd, de lopende procedure beïnvloeden? Wanneer zullen we over de besluiten van dat verslag beschikken?

16.07 Minister **Marc Verwilghen** (*Frans*): Mevrouw Gerkens heeft dezelfde vragen gesteld als de twee vorige sprekers. Mijn antwoord is dus hetzelfde.

Daarnaast heeft ze twee specifieke vragen gesteld. Ten eerste, de lening wordt toegekend aan een rentevoet die iets lager is dan die op de markt. Wanneer de som samen met de intresten wordt teruggestort, gaat alles naar Synatom.

De huidige geschillen kennen een normaal verloop.

16.08 **Muriel Gerkens** (ECOLO): Klopt het dat er momenteel eenzelfde soort verslag wordt opgesteld als datgene dat door het voortgangscomité werd opgesteld naar aanleiding van de vorige beleggingen?

Hebben de nieuwe bepalingen geen invloed op de manier waarop het wordt opgesteld?

16.09 Minister **Marc Verwilghen** (*Frans*): Inderdaad.

16.10 **Melchior Wathelet** (cdH): Net als mevrouw Gerkens zie ik er het nut niet van in om de samenstelling van de commissie voor de nucleaire voorzieningen te wijzigen. Is het de bedoeling om de regering meer zeggenschap te geven?

16.11 Minister **Marc Verwilghen** (*Frans*): Het gaat om een versterking van de overheidssector.

De **voorzitter**: We starten nu met het gedeelte Huurwetgeving.

16.12 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Allereerst vinden we het jammer dat, ondanks het grote maatschappelijke belang van dit hoofdstuk, de belangenorganisaties niet gehoord mochten worden in de bevoegde commissie. Eén belangenorganisatie, die van de eigenaars en de makelaars, is gisteren blijkbaar wel gehoord door de Kamervoorzitter.

De **voorzitter**: Petities mogen niet in persoon aan het Parlement overhandigd worden. In de praktijk lossen we dit op door de petities in ontvangst te laten nemen door iemand van de diensten. Uit beleefdheid ontvang ik dan een delegatie, wanneer daarom gevraagd wordt.

16.13 **Servais Verherstraeten** (CD&V): We hebben er geen probleem mee dat u delegaties ontvangt in uw hoedanigheid van Kamervoorzitter, wel als de ontvangst gebeurt in uw hoedanigheid van VLD-kamerlijstduwer in Oost-Vlaanderen. De voorzitter is blijkbaar ook zeer selectief: hij heeft alleen de eigenaars ontvangen en niet de huurders.

Volgens het verslag in de pers over de ontvangst deelt de voorzitter wel de bezorgdheid van de eigenaars en

makelaars, maar straks zal hij toch tegen hun belangen stemmen.

16.14 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*) : Ikzelf heb de eigenaars en de huurders ontmoet; zij werden gehoord.

16.15 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Waarom kon dat dan niet in alle openheid in de commissie? Dat zou het debat zeker verrijkt hebben.

16.16 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik veronderstel dat ook u de huurders en de eigenaars heeft ontmoet.

16.17 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Dat heb ik wel ten individuele titel moeten doen.

In het regeerakkoord lezen we dat de regering de huurwet wil evalueren, teneinde een nieuw evenwicht te vinden tussen de rechten en plichten van huurders en verhuurders. Waar is die evaluatie gebleven? Is er een studie uitgevoerd? Wat zijn de resultaten ervan? Maar neen, men is *à l'improviste* beginnen morrelen aan de huurwet.

Wij vrezen dat deze aanpassingen aan de wet asociale gevolgen zullen hebben en te veel overheidsinmenging en bureaucratie met zich meebrengen.

In Vlaanderen is 75 procent van de bevolking eigenaar. In Wallonië daarentegen is 40 procent huurder. In Brussel loopt dat zelfs op tot ruim de helft en stellen we bovendien vast dat steeds meer woningen verhuurd worden door grote, niet zelden buitenlandse, beleggingsmaatschappijen. In Vlaanderen zijn de meeste verhuurders nog altijd particulieren, die een tweede woning bij elkaar gespaard of geërfd hebben, wat totaal andere huurverhoudingen met zich meebrengt. Het is geen goed idee om op zo een disparate markt een en dezelfde formule toe te passen, een Brusselse formule bovendien.

Wij hebben een probleem met de verplichte affichering. Het is terecht dat de minister discriminatie wil tegengaan, maar de administratieve boetes zullen een slag in het water zijn. Onze Kamervoorzitter heeft trouwens al laten weten dat ze in Brakel niet toegepast zullen worden.

De **voorzitter**: Ik zal altijd de eerste zijn om de wet toe te passen. Ik heb alleen gezegd dat ik ervaring heb met deze materie.

16.18 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Volgens de berichten die wij opgevangen hebben, zou de voorzitter gezegd hebben "in Brakel komt daar niets van".

De **voorzitter**: Dat is dan een misverstand. Ik heb gezegd dat de gemeenten die dat allemaal moeten realiseren, daar nog wat tijd voor nodig hebben.

16.19 **Pieter De Crem** (CD&V): Ik stel voor dat we dit ontwerp terug naar de commissie verwijzen en de voorzitter horen als expert.

De **voorzitter**: Ik heb ervaring met deze materie omdat ik het ongeluk heb enkele panden te verhuren.

16.20 **Pieter De Crem** (CD&V): Aha, de voorzitter spreekt dus in naam van de verhuurders?

16.21 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Nog wat de affichering betreft, rijst de vraag of de overeenkomst al tot stand komt bij aanvaarding van de geafficheerde prijs. De minister zegt van niet: er zijn nog andere contractuele bepalingen zijn waarover onderhandeld kan worden. Wij vrezen dat de verhuurders te kwader trouw op die manier altijd dit artikel zullen kunnen omzeilen.

Volgens de Privacycommissie is er bovendien ook sprake van een schending van de privacy.

Wij zijn ook voorstander van meer transparantie, maar op een andere manier. Wij pleiten voor een regionalisering van de huurwet en de huurregistratie. Met een geïnformatiseerde databank van alle

geregistreerde contracten kan men dan de evolutie van de huurprijzen op de voet volgen en optreden waar nodig.

Wij begrijpen ook niet dat arme huurders drie maanden huurwaarborg zullen moeten betalen en rijke slechts twee. De rijken worden nu dus bevoordeeld door de socialisten! (*Applaus van CD&V*) Wij vrezen dat dit tot stigmatisering zal leiden van de huurders die geen twee maanden huurwaarborg ineens kunnen betalen. We vrezen ook dat sommige vrederechters nu sneller de huurverbreking zullen uitspreken, na twee maanden in plaats van na drie, naar analogie van de huurwaarborg.

Zowel de eigenaars- als de huurdersorganisaties waarschuwen dat de wetswijziging tot prijsstijgingen zal leiden. Als beide partijen dat denken, waarom gaan we hier dan mee door? Het drempelgeld zal nu ook op de private woningmarkt schering en inslag worden, met alle asociale gevolgen van dien. Wij pleiten daarom voor een doelgroepenbeleid: een beperkt huurwaarborgfonds, desnoods in samenwerking met de banken, dat de huurwaarborg onmiddellijk integraal uitbetaalt.

Een zeer georganiseerd, beperkt huurwaarborgfonds voor bepaalde doelgroepen zou veel meer effect hebben.

Ik begrijp ook niet waarom de plaatsbeschrijving verplicht wordt. De huidige regeling is net in het voordeel van de huurder. Een verplichte plaatsbeschrijving zal in zijn nadeel spelen. Meer en meer zullen derden die plaatsbeschrijvingen opstellen. De huurder zal dat moeten betalen, minstens voor de helft.

Er zijn een heleboel verplichte bijlagen bij de nieuwe huurcontracten, maar er staan geen sancties op. Banken worden verplicht een huurwaarborglening af te sluiten, maar er is niet in sancties voorzien als ze dat niet doen. Ondertussen zijn de banken al argumenten aan het opbouwen om zulke leningen niet te hoeven toestaan.

Wij vrezen voor een verschraling van de markt. Ook de eigenaars en de huurders hebben al hun bedenkingen geuit over deze wet. De Huurdersbond vraagt zich af waarom er enkel zaken in de marge worden geregeld in plaats van de belangrijke problemen aan te pakken.

Naarmate de verkiezingen naderen, wordt het middenveld wel meer en meer lippendienst bewezen. Waarom werd geen evenwichtige regeling uitgewerkt in overleg met de huurders en de eigenaars?

Dit is een staaltje van asociale wetgeving, die niet alleen in Brakel, maar ook elders niet zal worden toepast. (*Applaus bij CD&V*)

16.22 Melchior Wathelet (cdH): Dat paragraaf 2, die zowel tot administratieve als tot controleproblemen zou leiden, uit artikel 1716 werd gehaald, is een goede zaak.

De nieuwe maatregelen, zoals de verplichting van een schriftelijke overeenkomst gebruik te maken en zowel de huurovereenkomst als de plaatsbeschrijving te laten registreren, zijn een stap in de goede richting. Voortaan berust de plicht om de plaatsbeschrijving op te stellen bij de eigenaar, indien hij zich daarop wil kunnen beroepen. De verplichtingen met betrekking tot de bijlagen die bij de huurovereenkomst moeten worden gevoegd op het ogenblik van de registratie, zijn eveneens positief, net zoals de verplichte prijstransparantie.

Spijtig genoeg halen de straffen op de niet-naleving van die verplichtingen al te vaak niet veel uit.

We betreuren dat men geen rekening heeft gehouden met ons voorstel in verband met de huurwaarborg. Volgens ons zal de nieuwe maatregel de eigenaar bij het afsluiten van de huurovereenkomst aanzetten tot

nog meer discriminatie. Als de huurder niet in staat is om onmiddellijk de waarborg van twee maanden huur te betalen en verplicht is om voor het mechanisme van de drie maanden te kiezen, zal de eigenaar ervan uitgaan dat de huurder onvoldoende kredietwaardig is om de huur en de lasten te betalen.

Thans kan de huurder die over voldoende middelen beschikt, ervoor kiezen slechts die twee maanden te betalen, als hij die in een keer kan betalen. Van een originele oplossing gesproken!

Wanneer de huurovereenkomst wordt opgezegd, zullen, als drie maanden al onvoldoende zijn, die twee maanden zeker niet volstaan om de eigenaar in te dekken tegen de huurder die zijn verplichtingen niet is nagekomen.

We wilden iedereen dezelfde verplichting opleggen om drie maanden op een geblokkeerde rekening te storten, die voor de bankwereld voldoende zou opbrengen. Aldus had men de discriminatie door de eigenaar bij het afsluiten van de huurovereenkomst kunnen voorkomen, de mensen die onmiddellijk kunnen betalen niet voorgetrokken, de solidariteit beter laten spelen en de eigenaar meer zekerheid gegeven dat hij zijn geld zou zien. Met dat voorstel van een huurwaarborgfonds had men de verdediging van de belangen van de huurders en de eigenaars beter in evenwicht kunnen brengen.

16.23 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Het Vlaams Belang is niet te spreken over deze hypocriete wijzigingen van de huurwet. Zogezegd worden de rechten van de huurder versterkt, maar in werkelijkheid zal deze wet een omgekeerd effect hebben.

Bovendien is de wet op een ondemocratische manier tot stand gekomen. Het is een schande dat zo'n belangrijke wetswijziging in een wet diverse bepalingen wordt geregeld, zonder dat er een diepgaand debat aan voorafging of op zijn minst hoorzittingen met de huurdersverenigingen en de eigenaarsbonden. Het is onbegrijpelijk dat alleen CD&V onze vraag om hoorzittingen te organiseren steunde.

Als men wil dat deze wet door de bevolking wordt gedragen, moet men in de eerste plaats naar de reacties van de betrokkenen luisteren. Zowel de huurders als de eigenaars hebben kritiek op deze wetgeving, waardoor ze zeer moeilijk zal worden aanvaard.

De minister van Justitie wilde om ideologische redenen absoluut dat de huurprijs zou geafficheerd worden. Dit moest in elk geval nog tijdens deze regeerperiode door het Parlement gejaagd worden. Ze wilde in één beweging ook de hele huurmarkt collectiviseren via een artikel dat ze na het advies van de Raad van State in het wetsontwerp had binnengeloodst. Zij had zich hierbij zelfs niet de moeite getroost om met de lokale overheden te overleggen, hoewel die een cruciale rol zouden spelen bij het beheer van allerlei huurdatabanken op gemeentelijk niveau. De Raad van State stak evenwel een stokje voor deze socialistische oekaze.

De verplichte bekendmaking van de huurprijs zal een omgekeerd effect hebben. De eigenaars die hun keuzevrijheid willen behouden, zullen veel hogere prijzen afficheren dan de prijs die ze voor ogen hebben, zodat de mensen die ze liever niet willen, afgeschrikt worden door de prijs. Nadien zal men kunnen afbieden naar een redelijker prijs. Door de verplichte prijsvermelding zal de indruk ontstaan dat de huurprijzen overal steil de hoogte ingaan. Dit zal voor een inflatie zorgen. Bovendien is het niet zeker dat er daadwerkelijk wordt aangeboden, want als er veel kandidaten opduiken, zal de eigenaar de hoge prijs allicht handhaven.

De wet, die de belangen van een kleine groep huurders wil beschermen, zal zware asociale gevolgen hebben voor alle huurders en dreigt helemaal contraproductief te worden. Op lange termijn zou het ook kunnen dat de nieuwe verplichtingen eigenaars ontmoedigen om nog langer te verhuren. Volgens de Turnhoutse huurdersbond ziet men bij elke invoering van nieuwe verplichtingen de facto een inkrimping van de huurmarkt. Of dit alles in het voordeel van de huurder is of niet, interesseert de minister niet, want zij wil vooral haar ideologische stempel drukken op de huurwet.

De regeling voor de huurwaarborg is heel asociaal voor de kleine huurders, want minder kapitaalkrachtige huurders moeten drie maanden huurwaarborg op tafel leggen. Voor meer kapitaalkrachtige huurders is dat twee maanden.

De indruk is gewekt dat de minister met de materie bezig is, maar dat gebeurt niet in sociale zin. Het wordt hoog tijd dat we een waardige minister van Justitie krijgen, die echt bezig is met de kleine man en de belangen van de kleine huurder.

In zijn advies vindt de Raad van State de Nederlandse tekst vanuit het oogpunt van correct taalgebruik ondermaats. Ondanks deze kritiek werd de tekst amper gewijzigd.

Dit is een haastwet die ook aantoont dat de huurmaterie niet langer thuishoort op het federale niveau. Vlaanderen en Wallonië hebben fundamenteel verschillende inzichten. Dit bleek onder meer uit het debat over de blokkering van de huurprijzen. Het is hoog tijd dat Vlaanderen en Wallonië ook op dit gebied autonoom worden. (*Applaus bij het Vlaams Belang*)

16.24 Karine Lalieux (PS): Wat dat betreft stonden de standpunten binnen de meerderheid zelf diametraal tegenover elkaar. Wij zijn blij dat de minister zich daardoor niet heeft laten afschrikken.

Het recht op een woning werd tien jaar geleden al in onze Grondwet verankerd. In sommige grote steden, vooral dan in Brussel, wordt het echter onmogelijk om nog een woning te vinden. Het is te duur! De huurprijzen stijgen sneller dan de koopkracht van de gezinnen. Drastische maatregelen waren noodzakelijk.

De verplichte vermelding van de huurprijs en de kosten zal kandidaat-huurders een beter inzicht geven in de markt. Men zal prijzen kunnen vergelijken, en discriminatie wordt voorkomen.

In dat verband moesten ook de betrekkingen tussen de partijen beter geregeld worden, met een nauwkeurige omschrijving van de rechten en plichten van elke partij, bijvoorbeeld door een verduidelijking met betrekking tot de plaatsbeschrijving op tegenspraak, en door de toevoeging van die bepalingen aan het huurcontract.

Er moet een evenwicht gevonden worden tussen huurders die het gevoel hebben dat ze uitgezogen worden zonder te kunnen onderhandelen over de voorwaarden om een woning te kunnen betrekken of er te blijven wonen enerzijds, en huisbazen die bang zijn dat de huur niet betaald wordt of dat hun goed uitgewoond wordt, en beide partijen moet daadwerkelijk zekerheid geboden worden.

Daarnaast is er de verplichte registratie van de huurovereenkomst door de eigenaar, wat een betere kennis van de huurmarkt mogelijk zal maken, zodat het beleid - zo nodig - kan worden bijgestuurd.

De maatregelen met betrekking tot de huurwaarborg deden heel wat inkt vloeien. Er zijn twee mogelijkheden: de waarborg bedraagt twee maanden huur indien een geïndividualiseerde rekening wordt geopend en drie maanden wanneer de huurder de waarborg voldoet via maandelijkse afbetalingen. Dat is een stap vooruit, als alle spelers zich aan de regels houden.

Ik verwijs ook naar de experimenten met betrekking tot de regeling van de huurprijzen. Ik hoop dat die binnenkort tot andere steden en gemeenten kunnen worden uitgebreid.

In de strijd tegen de uitsluiting en wat het verzekeren van de algemene toegang tot de woonmarkt betreft, hebben we een resultaatsverbintenis. Gelijke kansen moeten de regel worden. Deze maatregelen vormen een eerste belangrijke stap, maar daar mag het niet bij blijven.

16.25 Marie-Christine Marghem (MR): Het recht op een fatsoenlijke woning vindt zijn grondslag in onze Grondwet en ligt in het verlengde van het recht op bestaanszekerheid dat we aan eenieder moeten waarborgen.

Men zegt vaak dat de Belg geboren is met een baksteen in zijn maag. Een eigen huis verwerven is voor ons Belgen essentieel. De MR heeft die wens om eigenaar te worden altijd gesteund en aangemoedigd. Onder impuls van onze voorzitter, tevens vicepremier en minister van Financiën, werden er fiscale incentives goedgekeurd om het verwerven van een eigen woning gemakkelijker te maken.

Tegelijk moet ook de keuze gerespecteerd worden van diegenen die op de privéwoningmarkt een woning willen huren. Er werden dus verscheidene maatregelen voorgesteld op dat vlak, waaronder de mogelijkheid voor de gemeenten om een "huurdatabank" op te richten.

Ik ben blij dat die nutteloze maatregel op instigatie van de MR en de VLD werd ingetrokken.

16.26 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Die maatregel werd ingetrokken op grond van een advies van de Raad van State! De voltallige regering, met inbegrip van de regeringsleden van uw partij, hadden de maatregel goedgekeurd.

16.27 **Marie-Christine Marghem** (MR): VLD en MR zitten in de regering, en wij zijn van oordeel dat de maatregel onder onze impuls werd ingetrokken!

Die maatregel was niet opportuun en contraproductief. Het was uw bedoeling om kandidaat-huurders te beschermen door hun de mogelijkheid te bieden na te denken over de specifieke kenmerken van de huurprijs en de financiële voorwaarden. Te dien einde zouden er databanken met huurpanden ter beschikking gesteld worden voor het publiek. De situatie zou van gemeente tot gemeente gevarieerd hebben, afhankelijk van de middelen die de gemeente zou hebben om een dergelijk informatiesysteem te implementeren.

Dat zou dus voor rechtsonzekerheid zorgen. Daarbovenop kwam nog het risico dat de huisbazen gemeenten die dat systeem zouden toepassen, zouden mijden en dat het aanbod van huurwoningen daardoor zou verminderen, en ook dat er schaarste zou ontstaan aan woningen in het middensegment, woningen die nu al vaak moeilijk te vinden zijn.

Die maatregel betekende ook voor de verhuurder een bijkomende last. Tot slot was de voorgestelde sanctie buiten verhouding.

Het vermelden van de huurprijs en/of de lasten wordt voorgesteld als een middel om discriminatie te voorkomen en de consument terdege te informeren. De gemeenten zouden worden belast met de vaststelling, de vervolging en de bestraffing van de vermeende overtredingen. Die maatregel zal dus afhangen van de middelen waarover de gemeente beschikt en zal dus niet over het hele grondgebied op dezelfde manier worden toegepast. De doeltreffendheid van die methode lijkt me twijfelachtig, aangezien het de partijen vrij staat over de huurprijs te onderhandelen. Op die manier zullen discriminaties zeker niet uit de wereld worden geholpen, zoals de bedoeling was. Deze maatregel is een eerste stap in de richting van een kadaster van de huurmarkt, dat op termijn kan leiden naar een toezicht of zelfs een blokkering van de huurprijzen of tot de volledige belasting van de huuropbrengsten.

Ik stel met tevredenheid vast dat men met betrekking tot de verplichting van een schriftelijke huurovereenkomst met onze opmerkingen inzake het ontbreken van overgangsregels tussen het heersende en het nieuwe recht rekening heeft gehouden.

Tot slot, de verplichting om bepaalde gegevens over de huurovereenkomst in de tekst op te nemen kan interessant zijn voor de huurders, ook al komt het de leesbaarheid van de overeenkomst niet ten goede.

De regel met betrekking tot de werken in het niet gehuurde deel van het gebouw die ten laste van de huurder vallen zal niet altijd in het voordeel van de huurder zijn, want de praktijk van de renovatiehuurovereenkomsten zou erdoor in gevaar kunnen komen. Die maatregel zal contraproductief werken omdat hij het huuraanbod zal doen dalen en het huurgeld nog meer zal doen stijgen.

De verlaging van de huurwaarborg tot twee maanden indien ze in een keer wordt gestort, is ongetwijfeld de zwaarste dobber voor de eigenaars.

De huidige waarborg van drie maanden is ontoereikend, wetende dat de procedures voor de opzegging van de huurovereenkomsten verscheidene maanden in beslag nemen, zonder rekening te houden met de verplichting om de eventuele huurschade te vergoeden. De situatie zou des te problematischer zijn met een waarborg van twee maanden huur. De keuze hangt dus eenzijdig af van de huurder, terwijl de eigenaar geen enkele keuze heeft.

Het is niet uitgesloten dat dat punt aanhangig zal worden gemaakt bij het Arbitragehof.

Het eindresultaat lijkt me contraproductief voor de huurders. Sommigen wilden verder gaan en een blokkering van de huurprijzen opleggen. De vermindering van het bedrag van de waarborg is als compromis uit de bus gekomen. Het is een tijdelijk compromis, daar twijfel ik niet aan. Het is een compromis en we zullen die tekst steunen.

Het spreekt vanzelf dat alle maatregelen die doordrenkt zijn van negatieve en karikaturale bijgedachten en vooroordelen ten aanzien van de eigenaars tot mislukken gedoemd zijn, want ze verbreken het bestaande evenwicht en komen, als puntje bij paaltje komt, niemand ten goede.

16.28 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): De maatregelen die we vandaag goedkeuren, maken deel uit van het huisvestingsplan waarin 70 miljoen euro werd geïnvesteerd. Het btw-tarief werd verlaagd, de procedures voor de opeising van leegstaande woningen werden herzien en er werden nieuwe maatregelen getroffen inzake het evenwicht tussen de rechten van de eigenaars en van de huurders. We dienden in die sector te investeren omdat een steeds grotere hap van het gezinsbudget naar huisvesting gaat.

16.29 **Servais Verherstraeten** (CD&V): Iedereen is het ermee eens dat er problemen zijn met de woningmarkt in Brussel. De bepalingen in dit hoofdstuk zullen daar echter geen antwoord op bieden. Waarom dan toch al die wijzigingen?

Volgens de voorzitter heeft de VLD nog erger kunnen voorkomen, maar na de toespraak van mevrouw Marghem vraag ik mij af of het nog wel erger kan.

16.30 **Katrien Schryvers** (CD&V): Dit wetsontwerp tracht de benoemingen van vroegere mandaathouders bij de federale politie regelen. Wij hebben principiële bezwaren tegen de werkwijze die hier wordt gevolgd.

In 2001 heeft toenmalig minister Duquesne in het kader van de politiehervorming en de hervorming van het openbaar ambt mandaten bij de federale politie ingevuld. Vervolgens werden bij de Raad van State verschillende procedures aangespannen tegen de benoemingen. Na jaren volgden er vernietigingsbesluiten. In plaats van te anticiperen op deze vernietigingen, heeft de regering ze gewoon afgewacht. Zowat de hele top van de federale politie werd dan als dienstdoend aangesteld.

Via dit wetsontwerp worden de benoemingen nominatim en retroactief vanaf 2001 gedaan. De CD&V kan daar absoluut niet mee akkoord gaan. Artikel 247 van de wet op de geïntegreerde politie bepaalt dat die benoemingen een prerogatief van de Koning zijn. Ook na de zogenaamde Mammoetwet, waarin het statuut van de politiediensten wordt geregeld, werden er procedures bij de Raad van State aangespannen. Ook toen paste de regering dezelfde praktijk toe en werd het KB waartegen de procedures liepen, bij wet bekrachtigd. Op die manier kan de rechtsgang doorbroken worden en kunnen de gedupeerden zich enkel nog wenden tot het Arbitragehof, wat veel moeilijker en duurder is. Men doet niets aan de initiële fout, maar gebruikt een achterpoortje.

De regering toont absoluut geen respect voor de rechtstaat en de arresten van de Raad van State. Ze argumenteert dat de betrokkenen toch niet de gevolgen moeten dragen van een fout van jaren geleden, maar dat ze er dan voor zorgt dat de achterstand bij de Raad van State wordt weggewerkt en dat de selectieprocedures correct verlopen. De regering heeft nog geluk dat de vernietiging niet werd uitgesproken op basis van de aanvechting door een individu.

In dit ontwerp wordt de aanstelling van de commissaris-generaal retroactief bij wet geregeld voor de periode van 2001 tot 2006. Tegen het einde van deze periode werd tijdig om een verlenging van het mandaat gevraagd. Zullen wij dan na de publicatie van deze wet juridisch gezien twee commissarissen-generaal hebben? De aanstelling gebeurt retroactief voor vijf jaar, maar die vijf jaar zijn al verstreken. Meerdere mandaathouders hebben ondertussen al een verlenging gekregen. Is die wel geldig, als hun initiële aanstelling werd vernietigd? Zal de aanstelling binnenkort dan opnieuw retroactief verlengd moeten worden en zal dat door een wet of een KB gebeuren? Werden de betrokken mandaathouders geëvalueerd? Kregen ze op basis daarvan een mandaatverlenging?

We zijn hier dus in een juridisch kluwen terechtgekomen. Ik hoop dat er in de toekomst alles aan wordt gedaan om procedures correct af te handelen, in de eerste plaats voor wat betreft het mandaat van de commissaris-generaal, dat de ministers van Buitenlandse Zaken en Justitie pas nog hebben ingevuld.

16.31 Alain Courtois (MR): Wat de zogenaamde voetbalwet betreft, verheugt het me dat de minister een van onze voorstellen heeft overgenomen. Het gaat overigens om een voorstel dat we samen met de heer Anthuenis uitwerkten en dat de weerspannige supporters betreft, aan wie wordt gevraagd zich op de dagen waarop een match plaatsvindt op het politiecommissariaat aan te bieden. Het hooliganisme is bij ons een beperkt verschijnsel, waarbij slechts zo'n honderd à tweehonderd extremisten betrokken zijn. Het kan niet dat zo'n kleine groep het beleid ten aanzien van de meerderheid van de supporters bepaalt.

Dit voorstel ligt in de lijn van het beleid dat de clubs al sinds jaren voeren en waarop de overheid een passend antwoord moest bieden.

Ik zou erop willen wijzen dat de clubs miljoenen hebben geïnvesteerd om aan de nationale en internationale wetgeving te voldoen. De overheid kon niet achterblijven. Na de maatregelen die door de minister van Binnenlandse Zaken werden genomen en deze nieuwe bepalingen betreffende de verplichting die hooligans kan worden opgelegd om zich aan te melden op een politiekantoor, moeten nog de passende gerechtelijke maatregelen worden genomen.

Ik zal mijn betoog eindigen met de vaststelling dat het belangrijk was de gepaste maatregelen te nemen om ervoor te zorgen dat de meerderheid van de supporters rustig een match kunnen bijwonen.

16.32 Trees Pieters (CD&V): In de wet houdende diverse bepalingen worden bijzondere verjaringstermijnen ingevoerd voor vervuilingsmisdrijven. 'De vervuiler betaalt' is een goed principe, maar de overheid kan personen en bedrijven met deze nieuwe maatregel tot dertig jaar na het misdrijf laten betalen voor vervuiling die ze hebben aangericht, terwijl een normale verjaringstermijn tien jaar bedraagt. Die nieuwe termijn geldt ook voor lopende dossiers en begint te lopen op het schademoment. Het gaat om schade aan bodem, water, lucht, beschermde soorten en de natuurlijke habitat van dieren, en ook om verhoogde gezondheidsrisico's voor de mens. Opvallend is dat ook de schade door een brand of ontploffing onder deze wet valt.

Het kostenplaatje kan enorm oplopen. Bovendien bracht niet iedere ondernemer bewust schade toe en waren de negatieve effecten van procédés en producten vaak niet bekend. Op gewestelijk niveau is het begrip 'historische vervuiling' daarom een redelijke oplossing. De last voor een periode van dertig jaar op de schouder van de ondernemer, is alvast geen bemoedigend signaal voor het bedrijfsleven.

Minister Onkelinx is er opnieuw in geslaagd om het ondernemen risicovoller en onaantrekkelijker te maken. Durft eerste minister Verhofstadt hier nog te beweren dat hij vóór ondernemers is? Voor een goeddraaiende economie en voor jobs hebben wij onze ondernemers nochtans hard nodig.

16.33 Staatssecretaris Vincent Van Quickenborne (Nederlands): De regularisatie is een rechtzetting van de fouten uit het verleden. Het gaat over mandaten van vijf jaar. Na vijf jaar worden de mandaten opengesteld, zoals dat ondertussen ook gebeurd is voor de commissaris-generaal van de federale politie. Ook daar werd de normale procedure gevolgd. De evaluatie is in dat concrete geval ook gebeurd, zoals bij elke benoeming.

(Frans) De heer Courtois heeft zijn wetsvoorstel toegelicht en positieve suggesties geformuleerd, maar het betreft een aangelegenheid die met de heer Dewael zelf zou moeten worden besproken.

16.34 Minister Marc Verwilghen (Nederlands): Ik heb altijd geweten dat in deze bijzondere materie speciale verjaringstermijnen golden. Het voorstel van de minister van Justitie lijkt me dus binnen de normale termijnen te vallen.

16.35 Trees Pieters (CD&V): De termijn is wel twintig jaar langer dan vroeger.

De **voorzitter** : De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2873. De door de commissies aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2873/25)

Het wetsontwerp telt 234 artikelen.

Ingediende amendementen:

Art. 101bis

- 12 *Servais Verherstraeten (2873/26)*

Art. 147

- 13 *Muriel Gerken (2873/26)*

Art. 154

- 15 *Muriel Gerken (2873/26)*
- 14 *Muriel Gerken (2873/26)*

De overige artikelen worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen en artikelen en over het geheel zal later plaatsvinden.

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan van het wetsontwerp nr. 2874. De door de commissies aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2874/3)

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsontwerp houdende bepalingen inzake de woninghuur".

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

Volgende tekstverbeteringen worden voorgesteld:

- *In het nieuwe opschrift, worden in de Franse tekst de woorden "en matière des baux à loyer" vervangen door "en matière de baux à loyer".*

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

De vergadering wordt gesloten om 18.17 uur. Volgende vergadering donderdag 15 maart 2007 om 18.35 uur.